

Observatoire de

L'ÉCONOMIE MARITIME EN BRETAGNE

n°3

DÉCEMBRE 2025

Observatoire de

L'ÉCONOMIE MARITIME EN BRETAGNE



n°3

DÉCEMBRE 2025

SOMMAIRE

06 INTRODUCTION

08 CHIFFRES CLÉS

L'économie maritime en Bretagne : les principaux résultats

10 70 500 EMPLOIS FIN 2024

10 4 DOMAINES MAJEURS

11 UNE PRÉSENCE SIGNIFICATIVE DANS 14 PAYS BRETONS SUR 21

12 GLOBALEMENT, UN RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS

12 LES EMPLOIS EN CROISSANCE DANS UN TERRITOIRE SUR DEUX

Approche par domaines

16 ACTIVITÉS DE DÉFENSE NATIONALE LIÉES À LA MER

18 CONSTRUCTION ET RÉPARATION NAVALE

20 PRODUITS DE LA MER ALIMENTAIRES

24 NAUTISME

26 TRANSPORT MARITIME

27 PRODUITS DE LA MER NON ALIMENTAIRES

28 RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SPÉCIALISÉS DANS LE MARITIME

29 AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES DANS LE DOMAINE MARITIME

30 CULTURE ET LOISIRS

31 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT LITTORAL MARIN

32 PRODUCTION D'ÉNERGIE MARINE

33 TRAVAUX PUBLICS MARITIMES

34 AUTRES DOMAINES

36 ZOOM SUR L'INTÉRIM DANS LES SECTEURS 100 % MARITIMES

Approche territoriale

39 PAYS DE BREST - PAYS DE LORIENT

40 PAYS DE CORNOUAILLE - PAYS DE SAINT-MALO

41 PAYS DE MORLAIX - PAYS D'AURAY

42 PAYS DE VANNES - PAYS DE SAINT-BRIEUC

43 PAYS DU TREGOR-GOËLO - PAYS DE GUINGAMP

44 PAYS DE RENNES - PAYS DE DINAN

45 PAYS DE PONTIVY - PAYS DU CENTRE OUEST BRETAGNE

Les emplois maritimes selon le genre et l'âge

L'emploi touristique littoral en Bretagne : premières estimations

49 UNE MÉTHODE D'ESTIMATION QUI S'INSPIRE DE CELLE DE L'INSEE

49 38 300 EMPLOIS TOURISTIQUES LITTORAUX ESTIMÉS EN BRETAGNE

49 QUELS RÉSULTATS PAR TERRITOIRE ?

50 PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION DE LA MÉTHODE

Annexes

52 LES CODES NAF PRIS EN COMPTE DANS LA PESÉE DE L'ÉCONOMIE MARITIME

54 DÉFINITION DES 16 DOMAINES MARITIMES

56 DÉTAILS DES DIFFÉRENTS SECTEURS DU NAUTISME PAR PAYS

58 CARTES DU NOMBRE ET DE L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS MARITIMES PAR SOUS-SECTEURS NAUTIQUES

60 CARTES DES 4 DOMAINES MARITIMES AYANT DES EFFECTIFS INFÉRIEURS À 100

INTRODUCTION

Contexte

Avec le plus long littoral de France, la Bretagne dispose d'une richesse et d'une diversité d'activités maritimes. L'économie maritime bretonne est un secteur clé pour l'emploi régional. Elle doit faire face aux défis majeurs de la transition énergétique, du changement climatique ou encore de la compétitivité et des difficultés de recrutement.

Qu'apporte la mer dans l'activité économique bretonne ? Quel est le poids des différents domaines d'activités ? Comment évoluent-ils ?

Avec le soutien du Conseil régional de Bretagne, dans le cadre du programme partenarial des agences et du réseau des CCI bretonnes, une nouvelle pesée de l'économie maritime régionale a été réalisée au **31/12/2024**. Cette troisième édition s'inscrit après une première pesée en 2016 et une seconde en 2019.

Ce rapport résulte d'un **travail partenarial entre les réseaux des CCI et agences d'urbanisme et de développement de Bretagne**. Il dresse une photographie de la filière au 31/12/2024.

Objectifs

- **Actualiser la pesée économique** de l'économie maritime en Bretagne ;
- **Identifier les évolutions** de l'emploi maritime en Bretagne par domaines et par territoires ;
- **Évaluer le poids des activités maritimes** dans l'économie régionale (nombre d'établissements et nombre d'emplois), mais également rendre compte de leur diversité ;
- **Territorialiser** l'approche par communes et pays pour chaque domaine maritime, permettant notamment des analyses comparées et **l'identification des spécificités** ;
- **Dresser le profil** des emplois dans le domaine de la mer.

MÉTHODOLOGIE EN BREF

La méthode employée repose sur l'analyse statistique de bases de données (Cf. « 6. Les sources de données » page 7), ainsi que sur la connaissance terrain et les relations développées par les réseaux des CCI et des agences d'urbanisme et de développement de Bretagne auprès des acteurs économiques locaux.

La méthodologie employée vise à :

- prendre pleinement en compte toutes les activités maritimes, y compris publiques, dans la pesée économique du secteur ;
- identifier les évolutions et activités émergentes et repérer les mutations du secteur ;
- rendre possible la mise à jour de ce travail de manière cohérente et fiable.

1. UNE PESÉE AVEC DEUX INDICATEURS

- **Le nombre d'établissements** : une même entreprise qui a plusieurs établissements peut donc être représentée plusieurs fois sur un territoire ;
- **Le nombre total d'emplois** au 31/12/2024, et l'évolution par rapport aux 2 éditions précédentes. Il comprend :
 - > l'effectif salarié (y compris CDI, CDD, apprentis) ;
 - > l'effectif non salarié (1 emploi est ajouté pour les établissements sans salarié) ;
 - > les intérimaires (selon les chiffres de la Dreets – Dares).

2. UN SEUIL DE MARITIMITÉ À 25 %

Dans le cadre de cette étude, sont comptabilisés les emplois des établissements considérés comme maritimes, soit parce qu'ils relèvent du :

- **« cœur »** de l'économie maritime, c'est-à-dire qu'ils dépendent des **17 codes d'activité** (NAF) considérés par l'INSEE comme « 100 % maritimes » (Cf. annexe 1 p. 52) ;
- **« halo »** de l'économie maritime, c'est-à-dire qu'ils proviennent d'autres codes NAF mais dont **au moins 25 % du chiffre d'affaires de leur activité dépend de la ressource maritime** (à dire d'expert et/ou par interrogation de l'établissement). Ce seuil est en effet communément retenu en droit de la concurrence pour définir la notion de dépendance économique.

3. LES COMPOSANTES DU PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

Pour une définition précise des domaines maritimes, Cf. annexe 2 p. 54

1. Activités de Défense nationale liées à la mer
2. Assurances maritimes
3. Autres interventions publiques dans le domaine maritime
4. Câbles sous-marins
5. Construction - réparation navale
6. Culture et loisirs
7. Enseignement supérieur et recherche marine
8. Extraction de granulats marins
9. Nautisme
10. Production d'énergie marine
11. Produits de la mer alimentaires
12. Produits de la mer non alimentaires
13. Protection de l'environnement littoral et marin
14. Services parapétroliers et paragaziers offshore
15. Transport maritime
16. Travaux publics maritimes

Les établissements et emplois ont été regroupés dans **16 domaines d'activités**, en s'appuyant notamment sur la nomenclature d'Ifremer (cf. Annexe 2 p. 54). Un établissement ne peut être inscrit que dans un seul et unique domaine, celui qui représente la majorité de son chiffre d'affaires.

Les activités liées au fluvial ne sont pas considérées comme étant maritimes.

17. Tourisme littoral : Exploration d'une méthode pour estimer les emplois touristiques littoraux en Bretagne

En complément, alors que les deux premières éditions de l'observatoire ne traitaient pas du tourisme littoral (hors sports nautiques et équipements culturels maritimes tels qu'aquariums et musées), ce troisième observatoire propose **une approche pour estimer les emplois maritimes relevant du tourisme littoral** (notamment hôtellerie et restauration) voir p. 48.

Cette estimation des emplois touristiques littoraux repose sur une méthode spécifique propre. En effet, le lien avec le maritime est basé, non pas sur le seuil de maritimité à 25 % de leur chiffre d'affaires (comme pour les 16 domaines maritimes précédents), mais sur la localisation des établissements touristiques, c'est-à-dire que ne sont comptabilisés que les emplois touristiques situés sur une commune littorale (selon la Loi Littoral).

4. LES EMPLOIS MARITIMES PAR GENRE ET PAR ÂGE

Dans cette troisième édition de l'observatoire, une **analyse socio-démographique des emplois maritimes selon le genre et l'âge** est proposée p.46 afin d'identifier les enjeux à venir en termes de formation et de recrutement notamment.

5. LA TERRITORIALISATION DES DONNÉES

Les données ont été ventilées sur différentes échelles de territoires : région Bretagne, départements et **pays (loi Voynet)**. Les établissements et leurs effectifs sont localisés à la commune, alors que les emplois en intérim ainsi que les pêcheurs et aquaculteurs sont localisés au pays (loi Voynet). Ainsi, ces emplois (pêche, aquaculture et intérim) ne figurent pas dans les cartes présentées, sauf mention contraire.

Attention : pour des raisons de lisibilité des cartes, les effectifs cartographiés ne sont pas tous à la même échelle. Pour comparer les cartes entre elles par domaines, il convient donc de vérifier l'échelle des cercles représentés.

6. LES SOURCES DE DONNÉES

Les effectifs salariés estimés résultent principalement du croisement de données en provenance de **l'Urssaf**, des données **CCI et agences**, des données **SIRENE (Insee)** et des entreprises elles-mêmes. Ils datent du 31/12/2016, 31/12/2019 et 31/12/2024.

Trois exceptions sont faites :

- Les effectifs des activités de Défense liées à la mer sont issus du **CECLANT**, Commandant en chef pour l'Atlantique (autorité opérationnelle de la Marine pour la façade atlantique) ;
- Les effectifs de la pêche et de l'aquaculture en mer sont issus de la **Dirm Namo**¹. Ils datent de 2016, 2018 et 2024. L'Agreste a également été consultée ;
- Le nombre d'intérimaires est renseigné à partir des fichiers de la **Dreets - Dares**.

7. LES ÉVOLUTIONS DE MÉTHODES PAR RAPPORT À LA PREMIÈRE PESÉE ÉCONOMIQUE

L'observatoire de l'économie maritime a vocation à se renforcer et se perfectionner dans le temps. Des évolutions ont conduit à une rétopolation des résultats.

- Mise à jour des établissements : depuis 2019, les mouvements de créations et de radiations d'établissements sont permanents. Ainsi, un travail de reconstitution des établissements radiés ou non repérables par les services administratifs a été réalisé pour les effectifs de 2024 mais aussi de 2019 et 2016 afin que les résultats soient comparables.
- À la marge, des établissements maritimes ont également pu être repérés lors de cette session, certains d'entre eux existant en 2019 ou avant.
- Les effectifs liés à la pêche, transmis par la Dirm Namo, ont fait l'objet d'une évolution méthodologique en 2021, et sont désormais estimés à partir des déclarations sociales nominatives. Un travail de rétopolation a été réalisé en lien avec la Dirm Namo.

En tenant compte de l'ensemble de ces évolutions et par souci de cohérence, le nombre d'emplois maritimes bretons estimé au 31 décembre 2019 est passé de 70 348 à 68 818 (hors tourisme littoral).

¹ SDNUM/Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, à partir des données sociales nominatives des armements 2024.

CHIFFRES CLÉS

L'ÉCONOMIE MARITIME EN BRETAGNE

70 521

emplois
fin 2024

dans l'économie maritime
bretonne
(hors tourisme littoral)

Une croissance de

+2,5 %

de 2019 à 2024

soit 1703 emplois
supplémentaires en 5 ans

14

pays bretons

avec au moins 300 emplois

L'économie maritime représente

5 %

de l'emploi total
breton

4

grands domaines

Défense liée à la mer,
Produits de la mer alimentaires,
Construction et réparation navale et
Nautisme

82,5 %

du total
des emplois maritimes
concentrés dans
ces 4 domaines

38 300

1^{re} estimation
de l'emploi touristique littoral
en Bretagne

Globalement, le nombre d'emplois est en croissance légère sur la période, mais les évolutions sont marquées dans certains domaines maritimes (évolutions à deux chiffres pour les domaines à plus de 300 emplois).

Domaine maritime	Évolution 2019-2024	Évolution 2019-2024 en %
Production d'énergie marine	+ 122 emplois	+ 49 %
Protection de l'environnement littoral et marin	+ 166 emplois	+ 41 %
Construction et réparation navale	+ 2 210 emplois	+ 18 %
Transport maritime	+ 345 emplois	+ 14 %
Produits de la mer alimentaires	- 1828 emplois	- 10 %

L'ÉCONOMIE MARITIME EN BRETAGNE



Les principaux
résultats

70 500 EMPLOIS FIN 2024

Fin 2024, l'économie maritime bretonne compte, hors tourisme littoral, 70 521 emplois répartis au sein de 8 276 établissements. Elle constitue ainsi 5,0 % des 1,4 millions d'emplois localisés en Bretagne.

A titre de comparaison, au niveau régional, le poids des emplois maritimes se rapproche de celui de la construction (7 % du total breton avec 98 000 emplois environ).

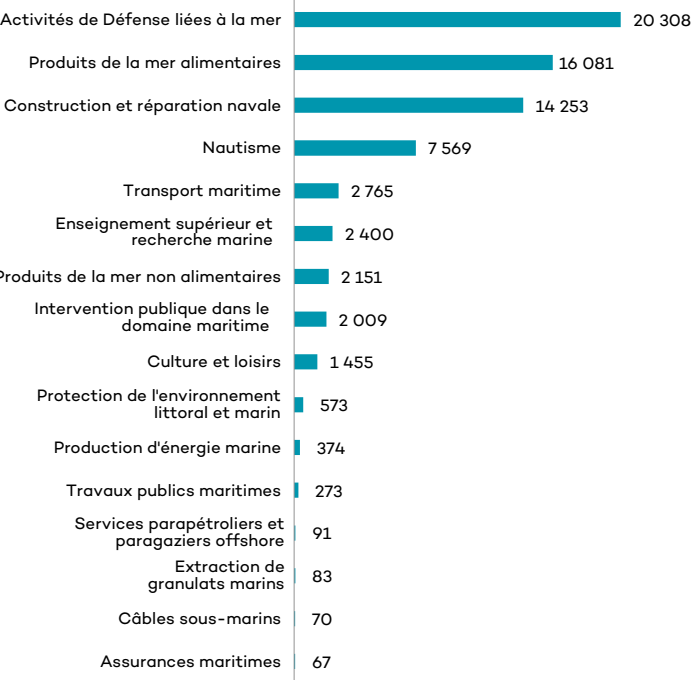
Toutefois, le poids de l'économie maritime (hors tourisme littoral) est beaucoup plus élevé sur certains territoires portuaires où il dépasse les 10 % du total des emplois : 16 % sur le pays de Brest et 13 % sur celui de Lorient. De plus, ce segment de l'économie bretonne joue un rôle majeur à l'échelle nationale. La construction navale, le nautisme, les produits de la mer et plus encore la Marine Nationale, sont fortement concentrés en Bretagne : plus de 25 % des emplois français sont localisés en Bretagne dans ces domaines alors que, globalement, la Bretagne pèse seulement 5 % du total des emplois français.

4 DOMAINES MAJEURS

L'économie maritime bretonne repose toujours sur les 4 grands domaines qui la structurent historiquement. Cette permanence dans la composition n'est toutefois pas synonyme de stabilité ou d'immobilisme économique. Elle s'accompagne de transformations et mutations à l'intérieur de chacun de ces domaines : numérisation, évolution des marchés, concurrence internationale, transition climatique...

La Défense liée à la mer, les produits de la mer alimentaires et la construction-réparation navale sont les 3 premiers domaines maritimes bretons avec un poids supérieur à 20 % chacun. Le nautisme est le quatrième domaine avec un poids un peu plus faible. Cumulés, ils représentent aujourd'hui 82,5 % des emplois contre 83,0 % en 2019.

NOMBRE D'EMPLOIS PAR DOMAINES MARITIMES EN BRETAGNE FIN 2024



Source : réseau des Agences d'urbanisme et de développement & réseau des CCI de Bretagne

Mais, l'économie maritime bretonne ne se limite pas à ces 4 piliers dominants. 5 autres domaines comptent ainsi plus de 1000 emplois :

- Transport maritime ;
- Enseignement supérieur et recherche marine ;
- Produits de la mer non alimentaires ;
- Intervention publique maritime ;
- Culture et loisirs maritimes.

LES 10 PRINCIPAUX EMPLOYEURS MARITIMES BRETONS (CUMUL D'ÉTABLISSEMENTS)

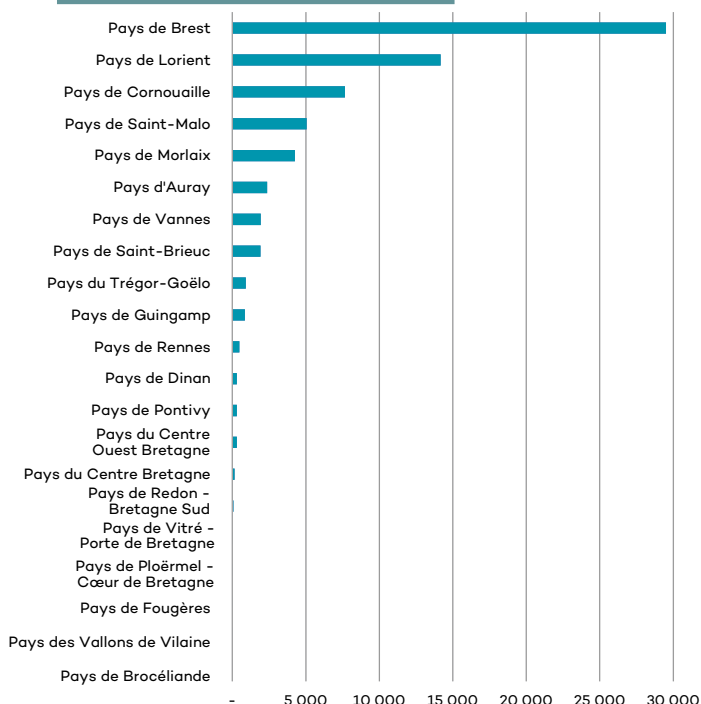
ÉTABLISSEMENT	PAYS	DOMAINE MARITIME	Effectif 2024
Base de Défense Brest-Lorient	Pays de Auray, Brest, Cornouaille, Lorient, Morlaix	Activités de Défense liées à la mer	20 250
Naval Group	Pays de Brest et Lorient	Construction réparation navale	6 120
Thales DMS France SAS	Pays de Brest	Construction réparation navale	1 800
Cité Marine	Pays du Centre Bretagne, Lorient, Pontivy	Produits de la mer alimentaires	1 260
Ifremer	Pays de Brest, Cornouaille, Lorient et Saint-Malo	Enseignement supérieur et recherche marine	870
Bretagne Angleterre Irlande (Brittany Ferries)	Pays de Morlaix et Saint-Malo	Transport maritime	850
Timac agro	Pays de Saint-Malo	Produits de la mer non alimentaires	670
Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM)	Pays de Brest	Intervention publique	550
Conserverie Chancerelle	Pays de Cornouaille	Produits de la mer alimentaires	500
Chantiers Piriou	Pays de Brest, Cornouaille et Lorient	Construction réparation navale	470

UNE PRÉSENCE SIGNIFICATIVE DANS 14 PAYS BRETONS SUR 21

L'économie maritime bretonne est présente de façon significative (au moins 300 emplois) dans 14 pays sur 21 (un de plus par rapport à 2016 : le pays de Pontivy²). Il s'agit majoritairement des pays littoraux et de 3 pays situés dans les terres : Rennes, le Centre Ouest Bretagne, et désormais Pontivy.

L'économie maritime est cependant concentrée dans 5 pays. 86,2 % des emplois sont localisés dans les pays de Brest, Lorient, Cornouaille, Saint-Malo et Morlaix. 5 ans plus tôt, la concentration était identique (86,5 %).

RÉPARTITION DES EMPLOIS MARITIMES BRETONS FIN 2024 AU SEIN DES 21 PAYS BRETONS



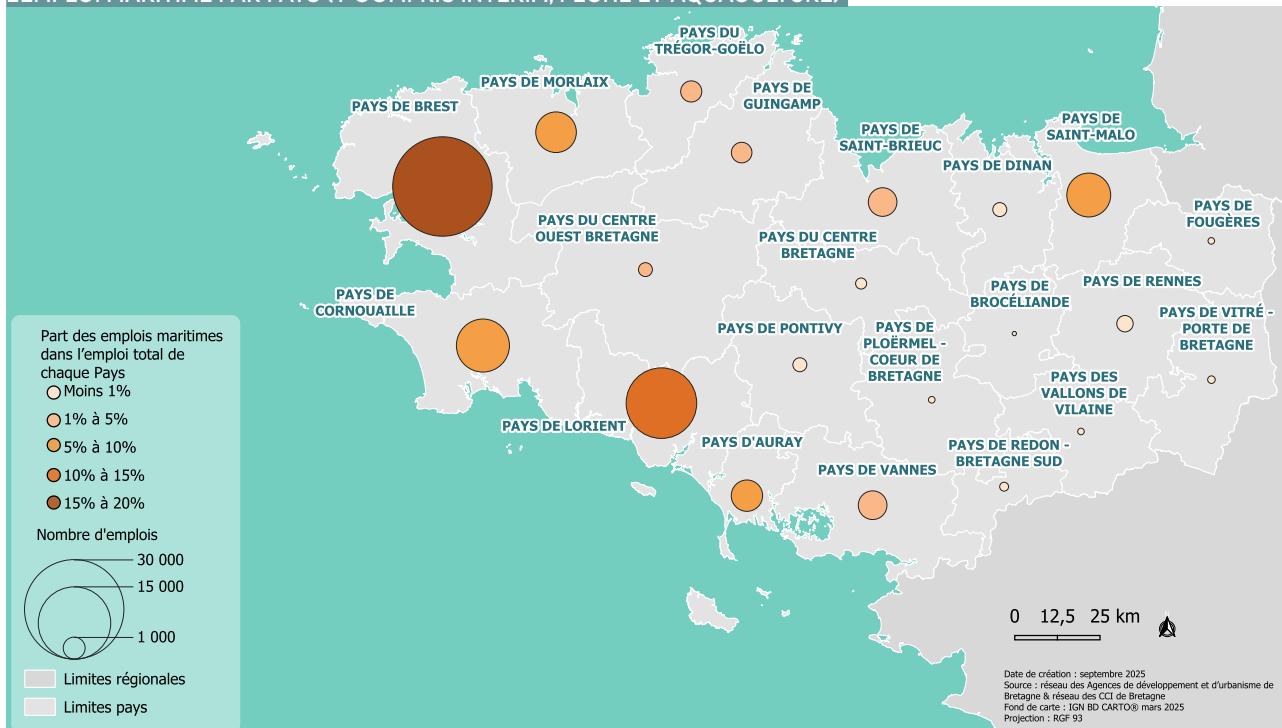
Le pays de Brest est de loin le premier pays pour l'emploi maritime breton avec près de 42 % du total breton, suivi du pays de Lorient avec 20 %. La concentration dans les deux premiers pays s'est accrue en 5 ans. Elle est passée de 60 % à 62 %.

Le poids de l'emploi maritime dépasse 5 % de l'emploi total dans 6 territoires : les pays de Brest et Lorient (respectivement 16 % et 13 %), puis les pays de Cornouaille, Saint-Malo, Auray et Morlaix (de 5 à 10 %).

² Cela est lié à l'acquisition par Cité Marine d'une unité de production sur Plumelin qui transformait, par le passé de la volaille.

Source : réseau des Agences d'urbanisme et de développement & réseau des CCI de Bretagne

L'EMPLOI MARITIME PAR PAYS (Y COMPRIS INTÉRIM, PÊCHE ET AQUACULTURE)



GLOBALEMENT, UN RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS

Entre 2019 et 2024, **1 703** emplois supplémentaires ont été créés dans l'économie maritime bretonne soit un taux de **+ 0,5 %** par an. De 2016 à 2019, la croissance était plus vive : + 1,0 % par an.

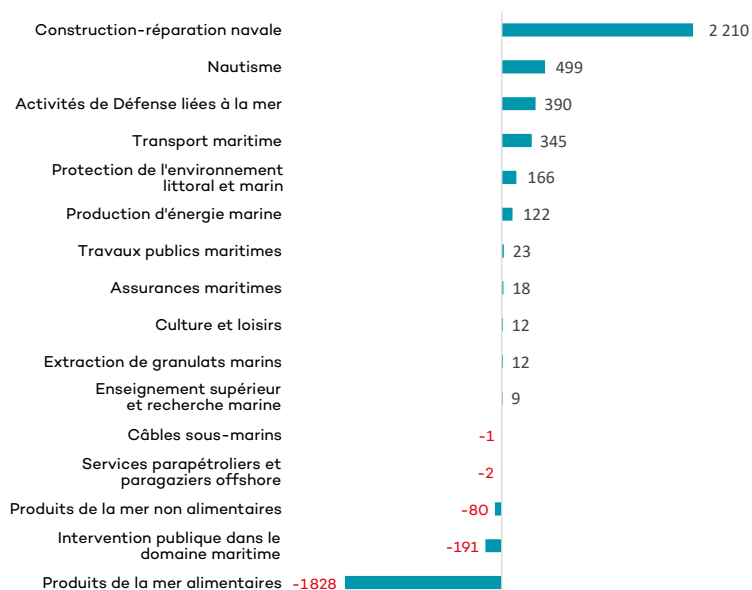
Ce phénomène s'explique par le retournement de tendance que connaît le secteur des produits de la mer alimentaires : forte perte d'emplois (**- 366 emplois** par an) de 2019 à 2024 alors que ce domaine était le premier créateur d'emplois de 2016 à 2019 (+ 379 emplois par an).

À l'inverse, la construction-réparation navale connaît une dynamique plus forte : de + 151 / an de 2016 à 2019 à + 442 de 2019 à 2024.

2^e secteur créateur d'emplois, le nautisme connaît malgré tout un ralentissement : + 286 / an de 2016 à 2019 pour seulement + 100 / an de 2019 à 2024.

Les emplois sont relativement stables au sein de la Défense nationale, après une baisse sur la période précédente.

ÉVOLUTION EN VOLUME DES EMPLOIS MARITIMES BRETONS PAR DOMAINES DE FIN 2019 À FIN 2024



Source : réseau des Agences d'urbanisme et de développement & réseau des CCI de Bretagne

LES EMPLOIS EN CROISSANCE DANS 1 TERRITOIRE SUR 2

Sur la période 2019-2024, seulement la moitié des territoires bretons a connu une croissance de l'emploi maritime alors que c'était le cas de 80 % des territoires de 2016 à 2019.

La baisse des emplois dans les produits de la mer alimentaires, domaine bien réparti géographiquement, joue un rôle important dans ce phénomène. La diminution touche en effet la quasi-totalité des

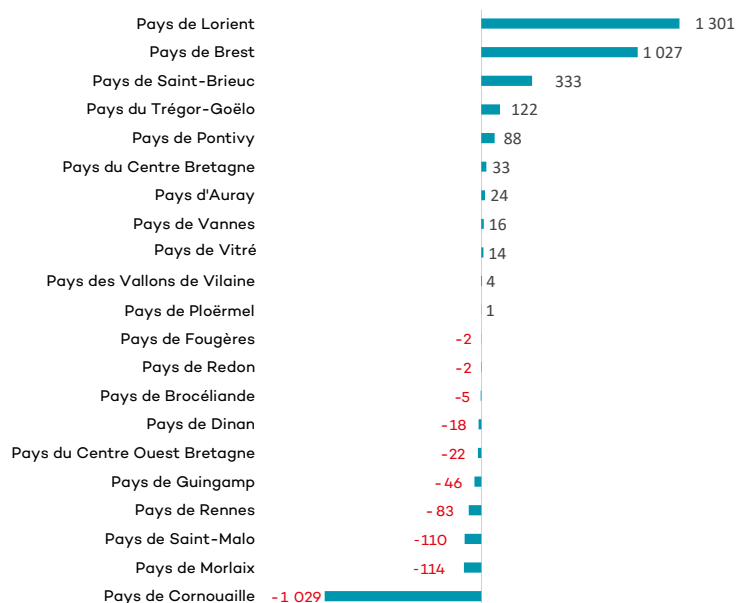
territoires, sauf le pays de Saint-Brieuc, favorisé par un marché porteur de la coquille Saint-Jacques. Cette baisse est particulièrement forte dans les pays de Cornouaille, Saint-Malo, Lorient et Morlaix. À l'exception du pays de Lorient, ces baisses entraînent une diminution globale des emplois maritimes dans ces territoires. Les créations d'emplois dans les autres secteurs n'arrivent pas à compenser la baisse, alors que dans le pays de Lorient, les fortes hausses dans la construction-réparation navale et le nautisme permettent d'avoir un solde net positif.

Entre 2016 et 2019, c'était le pays de Lorient qui avait créé le plus d'emplois maritimes en Bretagne avec + 829 en 3 ans. Pour la période 2019-2024, il est toujours le 1^{er} pays créateur d'emplois maritimes en Bretagne avec + 1 301 emplois en 5 ans. La dynamique de création d'emplois est proche : + 260 emplois / an entre 2019 et 2024 contre + 276 emplois / an entre 2016 et 2019.

Sur la période précédente, le pays de Brest avait été touché par la diminution d'emplois dans la Marine nationale. Cette fois-ci il est le 2^e pays breton le plus créateur d'emplois maritimes (+ 1 027 emplois en 5 ans) grâce à la progression de ses emplois dans la construction-réparation navale ainsi que dans la Marine nationale et le transport maritime.

Les pays de Lorient et de Brest représentent à eux deux 80 % des créations d'emplois maritimes en Bretagne. Elles sont portées majoritairement par la construction-réparation navale.

ÉVOLUTION EN VOLUME DES EMPLOIS MARITIMES PAR PAYS BRETONS DE FIN 2019 À FIN 2024

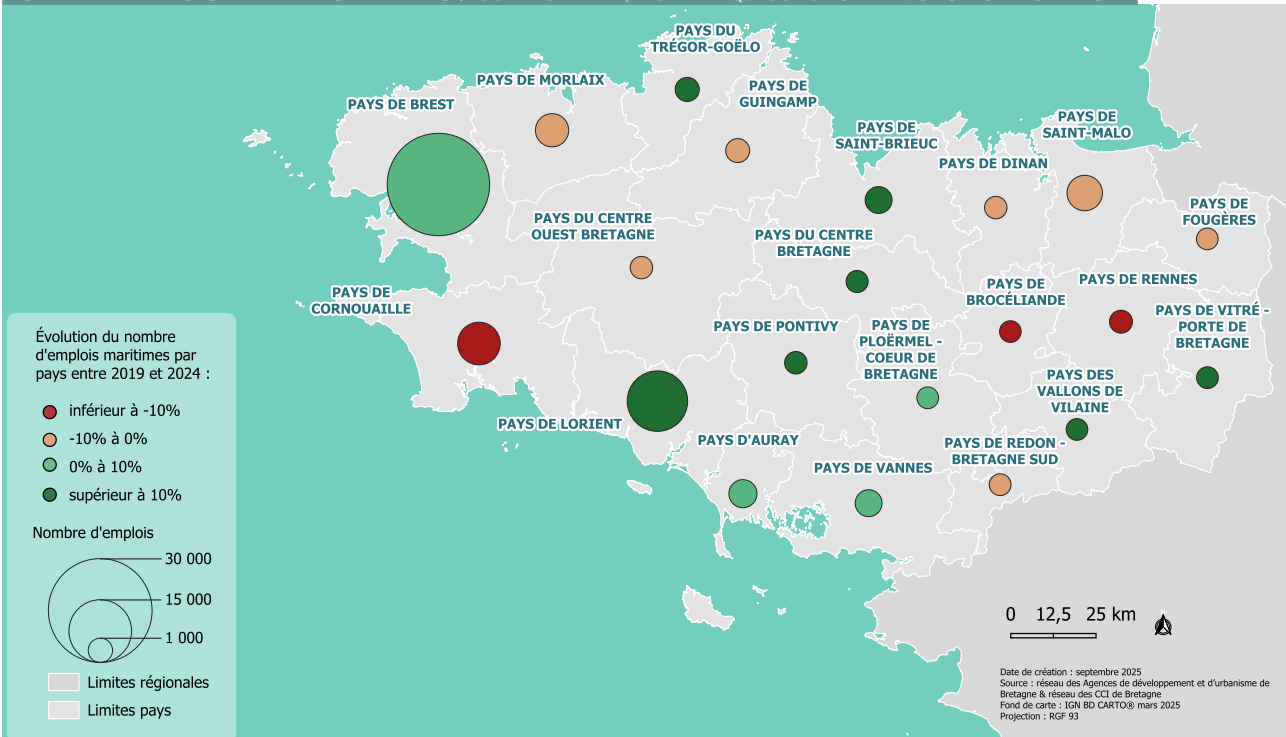


Source : réseau des Agences d'urbanisme et de développement & réseau des CCI de Bretagne

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS 2019-2024 DES 14 PAYS BRETONS AYANT AU MOINS 300 EMPLOIS MARITIMES

PAYS BRETONS	Principaux domaines créateurs d'emplois	Principaux domaines en pertes d'emplois
Pays de Brest	Construction-réparation navale (+ 648) ; Défense (+ 211) ; Transport maritime (+ 112) ; Protection de l'environnement (+ 75).	Intervention publique (- 123) ; Produits de la mer alimentaires (- 44) ;
Pays de Lorient	Construction-réparation navale (+ 1 088) ; Nautisme (+ 312).	Produits de la mer alimentaires (- 166).
Pays de Cornouaille	Construction-réparation navale (+ 240) ; Énergie marine (+ 73) ; Enseignement supérieur et recherche marine (+ 39).	Produits de la mer alimentaires (- 1 394) ;
Pays de Saint-Malo	Construction-réparation navale (+ 78) ; Culture et loisirs (+ 53) ; Nautisme (+ 50).	Produits de la mer alimentaires (- 301) ; Intervention publique (- 50).
Pays de Morlaix	Défense (+ 98) ; Transport maritime (+ 49).	Produits de la mer alimentaires (- 228) ; Enseignement supérieur et recherche marine (- 48).
Pays d'Auray	Nautisme (+ 43) ; Transport maritime (+ 34) ; Défense (+ 24).	Produits de la mer alimentaires (- 26) ; Culture et loisirs (- 33).
Pays de Vannes	Construction-réparation navale (+ 45) ; Nautisme (+ 39) ; Protection de l'environnement (+ 38).	Produits de la mer alimentaires (- 117).
Pays de Saint-Brieuc	Produits de la mer alimentaires (+ 285) ; Transport maritime (+ 37).	
Pays de Guingamp	Production d'énergie marine (+ 13).	Produits de la mer non alimentaires (- 40) ; Produits de la mer alimentaires (- 23).
Pays du Trégor - Goëlo	Construction-réparation navale (+ 62) ; Culture et loisirs (+ 58) ; Produits de la mer alimentaires (+ 32).	Produits de la mer non alimentaires (- 42).
Pays de Rennes	Protection de l'environnement (+ 26).	Culture et loisirs (- 58) ; Produits de la mer alimentaires (- 55).
Pays de Dinan	Construction-réparation navale (+ 21).	Produits de la mer alimentaires (- 43).
Pays du Centre-Ouest Bretagne		Produits de la mer alimentaires (- 23).
Pays de Pontivy	Produits de la mer alimentaires (+ 89).	

NOMBRE D'EMPLOIS MARITIMES PAR PAYS (Y COMPRIS INTÉRIM, PÊCHE ET AQUACULTURE) ET ÉVOLUTION 2019-2024





© PUNTOSTUDIOFOTO.LDA

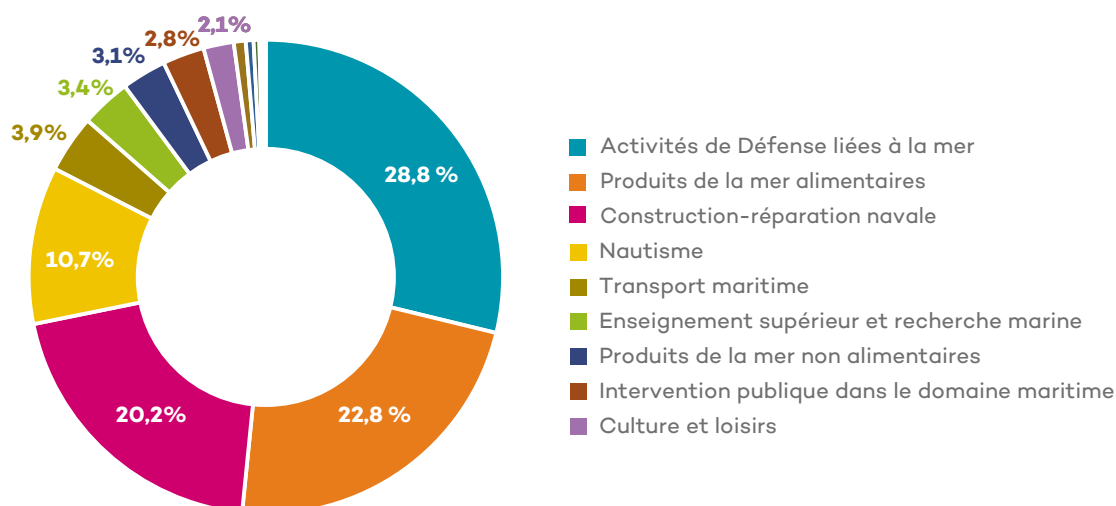
APPROCHE PAR DOMAINES



L'ÉCONOMIE MARITIME BRETONNE : RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PAR DOMAINES ENTRE 2019 ET 2024

DOMAINES	EMPLOIS EN 2024			
	Nombre	Part	Évolution en volume entre 2019-2024	Évolution en % entre 2019-2024
Activités de Défense liées à la Mer	20 308	28,8 %	390	2,0 %
Produits de la mer alimentaires	16 081	22,8 %	- 1828	- 10,2 %
Construction et réparation navale	14 253	20,2 %	2 210	18,4 %
Nautisme	7 569	10,7 %	499	7,1 %
Transport maritime	2 765	3,9 %	345	14,3 %
Enseignement supérieur et recherche marine	2 400	3,4 %	9	0,4 %
Produits de la mer non alimentaires	2 151	3,1 %	- 80	- 3,6 %
Autres interventions publiques dans le domaine maritime	2 009	2,9 %	- 191	- 8,7 %
Culture et loisirs maritimes	1 455	2,1 %	12	0,8 %
Protection de l'environnement littoral et marin	573	0,8 %	166	40,8 %
Production d'énergie marine	374	0,5 %	122	48,5 %
Travaux publics maritimes	273	0,4 %	23	9,3 %
Services parapétroliers et paragaziers offshore	91	0,1 %	- 2	- 2,3 %
Extraction de granulats marins	83	0,1 %	12	16,2 %
Câbles sous-marins	70	0,1 %	- 1	- 1,5 %
Assurances maritimes	67	0,1 %	18	35,9 %
Ensemble	70 521	100 %	1703	2,5 %

RÉPARTITION PAR DOMAINES EN 2024



ACTIVITÉS DE DÉFENSE NATIONALE LIÉES À LA MER

En fin d'année 2024, les activités de Défense nationale liées à la mer regroupent 20 308 emplois³, soit 29 % de l'ensemble des emplois maritimes en Bretagne. Ce secteur demeure le premier domaine maritime en termes d'effectifs, principalement grâce à la présence du principal employeur maritime breton : la base de Défense Brest-Lorient. La majorité de ces emplois se concentrent dans trois territoires : près de 15 000 emplois dans le pays de Brest, environ 3 600 dans le pays de Lorient et près de 1 600 dans le pays de Morlaix.

Pour remplir sa mission principale – protéger la nation – la base de Défense regroupe plusieurs établissements aux fonctions variées : des bases opérationnelles aux établissements de formation, sans oublier l'hôpital d'instruction des Armées, les services administratifs, etc.

Après une période de réduction des effectifs entre 2016 et 2019⁴, la tendance s'est légèrement inversée avec une progression de 2 % entre 2019 et 2024. Les territoires qui portent cette progression sont le pays de Brest (+ 1,4 %, soit plus de 200 postes supplémentaires), le pays de Morlaix (+ 6,6 %, correspondant à une centaine d'emplois en plus), le pays de Lorient (+ 1,0 % soit + 36 emplois) et le pays d'Auray (+36,4 % soit + 24 emplois).

Dans un contexte géopolitique sous tension, la nécessité de renforcer la Défense nationale s'est accrue. La loi de programmation militaire 2024-2030 vise à doter les forces armées de moyens supplémentaires, ciblés sur des enjeux stratégiques. Pour la Marine nationale, cela se traduit par exemple par la modernisation des bâtiments de surface et des sous-marins. Des avancées technologiques sont également identifiées, comme une meilleure connaissance des fonds marins, qui se concrétise par l'acquisition de drones sous-marins pouvant atteindre jusqu'à 6 000 mètres de profondeur. Ces décisions mobilisent de nombreux acteurs économiques, et en particulier la filière industrielle de Défense, qui jouera un rôle central dans la réalisation de ces objectifs. N.B. : Des études sont en cours à l'Adeupa et à AudÉlor sur les retombées économiques locales de la Marine Nationale. Par ailleurs, une étude de la CCI Bretagne sur l'emploi et les compétences de la filière défense en Bretagne (filière générale et non spécifiquement maritime) a été publiée en 2021 (*disponible sur www.bretagne.cci.fr*).



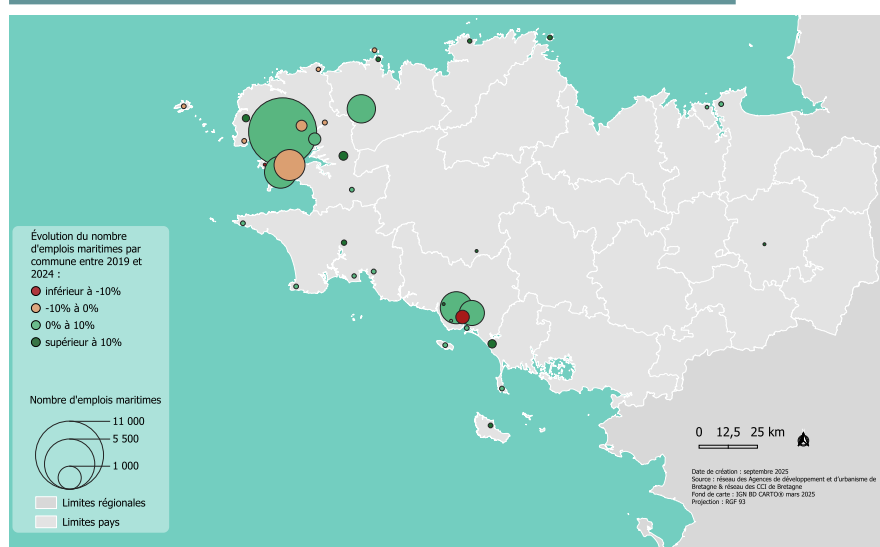
20 308
emplois fin 2024



+2 %
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024

+390
emplois entre 2019
et 2024

DOMAINE DES ACTIVITÉS DE DÉFENSE NATIONALE LIÉES À LA MER



³ Les établissements du Shom et de l'Ensta ne sont pas comptabilisés dans ce domaine alors même qu'ils ont des liens étroits avec la Marine nationale. Le premier est comptabilisé dans le secteur « intervention publique » et le second dans « enseignement supérieur et recherche marine ».

⁴ Voir l'observatoire de l'économie maritime en Bretagne n°2.

PRINCIPAUX EMPLOYEURS DU DOMAINE « ACTIVITÉS DE DÉFENSE NATIONALE LIÉES À LA MER »

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIFS en 2024
Base de Défense Brest-Lorient - Base navale - Lycée naval - Hôpital d'instruction des Armées - Site pyrotechnique	Brest	Pays de Brest	Défense	10 390
Base de Défense Brest-Lorient - Base opérationnelle de l'Île Longue - Site pyrotechnique	Crozon	Pays de Brest	Défense	2 090
Base de Défense Brest-Lorient - Base aéronavale de Lann Bihoué	Quéven	Pays de Lorient	Défense	2 080
Base de Défense Brest-Lorient - École navale - Base aéronautique navale	Lanvéoc	Pays de Brest	Défense	1 930
Base de Défense Brest-Lorient - Base aéronautique navale	Landivisiau	Pays de Morlaix	Défense	1 580
Base de Défense Brest-Lorient - Base des fusiliers marins et des commandos	Lanester	Pays de Lorient	Défense	1 190
Base de Défense Brest-Lorient - Administration	Lorient	Pays de Lorient	Défense	270
Base de Défense Brest-Lorient - Centre militaire de contrôle et de coordination - Centre militaire de contrôle d'essais et réception	Loperhet	Pays de Brest	Défense	210
Base de Défense Brest-Lorient - Site Pyrotechnie Saint-Nicolas	Guipavas	Pays de Brest	Défense	160
Base de Défense Brest-Lorient	Hanvec	Pays de Brest	Défense	90



CONSTRUCTION ET RÉPARATION NAVALE

Le domaine de la construction et de la réparation navale conserve sa troisième place avec plus de 14 250 emplois recensés à la fin de l'année 2024, répartis dans 770 établissements. Ce volume représente 20 % de l'ensemble des emplois maritimes en Bretagne. Plus de 90 % de ces emplois sont concentrés dans trois territoires bretons : le pays de Brest, qui en compte plus de 7 000 ; le pays de Lorient, avec près de 4 500 ; et le pays de Cornouaille, avec environ 1 500.

Le secteur bénéficie une nouvelle fois d'une dynamique positive en matière d'emploi, avec une hausse de plus de 18 % en cinq ans, soit plus de 2 200 postes supplémentaires. Cette progression est particulièrement marquée dans le pays de Lorient, où les effectifs ont augmenté de 32 %, correspondant à près de 1 100 emplois supplémentaires. On observe également une croissance de 10 % dans le pays de Brest, soit environ 650 postes, et de 19 % dans le pays de Cornouaille, ce qui représente 240 emplois.

Naval Group et Thales, respectivement 2^e et 3^e employeurs maritimes bretons, concentrent à eux seuls plus de la moitié des emplois de la construction-réparation navale bretonne. Au cours des cinq dernières années, ces entreprises ont renforcé leurs effectifs afin de répondre à de nouveaux défis technologiques (intelligence artificielle, cyberdéfense, robotique et drone...) et à l'émergence de marchés porteurs. En effet, le contexte géopolitique pousse à renforcer la cadence de production afin de répondre à la demande à l'export mais aussi d'accompagner la volonté d'une plus forte souveraineté nationale et européenne en matière de Défense. Par ailleurs, la loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit un renforcement de l'effort budgétaire et contribue ainsi à dynamiser l'ensemble de la filière industrielle Défense.

Zoom sur l'intérim

Parmi les 14 253 emplois de la construction – réparation navale (CRN), 4 % sont des emplois intérimaires (595 en tout). Sur ces 595 emplois intérimaires dans la CRN, 43 % sont concentrés sur le pays de Lorient (256 emplois), 33 % sur le pays de Brest (199), 20 % sur le pays de Cornouaille (118), et 3 % sur le pays de Saint-Malo. La construction-réparation navale représente 31 % des emplois intérimaires maritimes.



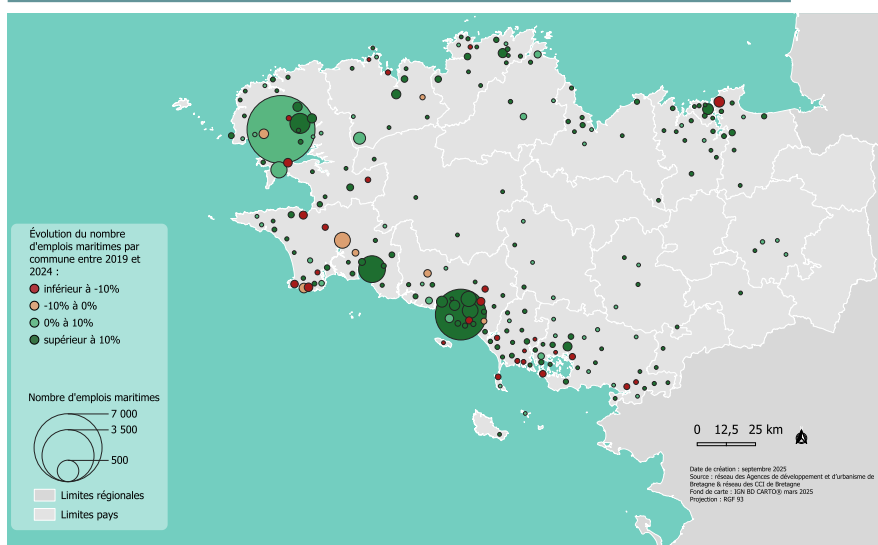
14 253
emplois fin 2024



+18,4 %
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024

+2 210
emplois entre 2019
et 2024

DOMAINE DE LA CONSTRUCTION-RÉPARATION NAVALE (HORS INTÉRIM)



PRINCIPAUX EMPLOYEURS DU DOMAINE CONSTRUCTION ET RÉPARATION NAVALE (HORS INTERIM)

Établissement	Commune	Pays	Libellé NAF 732	Effectif en 2024
Naval Group	Brest	Pays de Brest	Construction de navires et de structures flottantes	2 990
Naval Group	Lorient	Pays de Lorient	Construction de navires et de structures flottantes	2 820
Thales DMS France SAS	Brest	Pays de Brest	Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	1 800
Naval Group	Guipavas	Pays de Brest	Construction de navires et de structures flottantes	310
ArianeGroup SAS	Crozon	Pays de Brest	Construction aéronautique et spatiale	250
Chantiers Piriou	Concarneau	Pays de Cornouaille	Construction de navires et de structures flottantes	210
Damen Shiprepair Brest	Brest	Pays de Brest	Réparation et maintenance navale	180
Fouré Lagadec Brest	Brest	Pays de Brest	Construction de navires et de structures flottantes	170
Barillec SAS	Concarneau	Pays de Cornouaille	Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	160
SNEF	Brest	Pays de Brest	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	150



PRODUITS DE LA MER ALIMENTAIRES

Le domaine « produits de la mer alimentaires » rassemble l'ensemble de la chaîne de valeur : production primaire (pêche, culture marine), transformation (mareyage, industrie agroalimentaire) et commercialisation finale.

Avec 3 802 établissements et 16 081 emplois, il constitue le deuxième domaine de l'économie maritime bretonne (derrière les activités de défense nationale). La Cornouaille reste le premier pôle d'emploi dans les produits de la mer alimentaires, avec 4 325 emplois soit 27 % du total régional. Viennent ensuite les pays de Lorient (3 526 emplois, 22 %), de Saint Malo (1 454 emplois soit 9 %) et de Brest (1 360 emplois, 9 %).

Entre 2019 et 2024, la part des emplois des produits de la mer alimentaires dans l'économie bretonne est passée de 26 % à 22,8 %. Ceci s'explique par une diminution de 10 % du nombre d'emplois dans ce domaine. Cette baisse est particulièrement forte dans les pays de Cornouaille (- 1 394 emplois), de Saint-Malo (- 301 emplois), de Morlaix (- 228 emplois) et de Lorient (- 166 emplois). Le plan d'accompagnement individualisé (PAI), suite au Brexit qui a engendré un plan de sortie de flotte, et combiné à la forte hausse du prix du gasoil, ont pesé sur la diminution du nombre d'emplois dans la pêche (- 854 emplois soit - 14,7%). Ces deux facteurs ont aussi contribué à la diminution des effectifs dans le domaine de la transformation (- 845 emplois).

Zoom sur l'intérim

Parmi les 16 081 emplois dans les produits de la mer alimentaires, 7 % sont des emplois intérimaires (1 182 en tout). Sur ces 1 182 emplois :

- 37 % sont concentrés sur le pays de Cornouaille (437 emplois),
- 27 % sur le pays de Lorient (313),
- 9 % sur les pays de Saint-Malo et Morlaix (108 emplois sur chacun de ces 2 pays),
- 7 % sur le pays de Brest (82),
- et 3 % ou moins sur les pays de Saint-Brieuc, Centre Ouest Bretagne, Auray, Guingamp, Trégor-Goëlo et Vannes (ce qui représente moins de 40 emplois par pays).

61 % des emplois intérimaires maritimes dépendent des produits de la mer alimentaires ; il s'agit du domaine maritime qui a le plus recours à l'intérim.



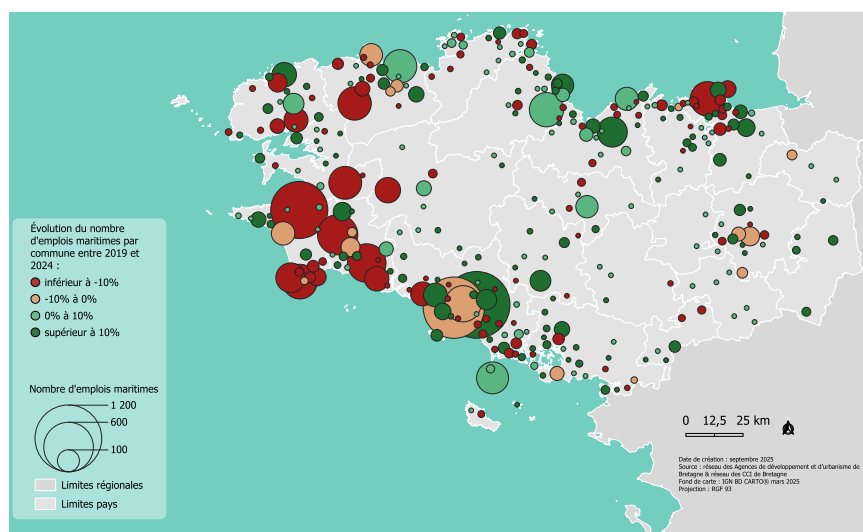
16 081
emplois fin 2024



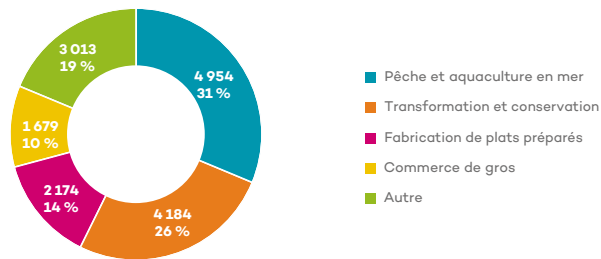
-10,2 %
Évolution de l'emploi entre
2019 et 2024

-1 828
emplois entre
2019 et 2024

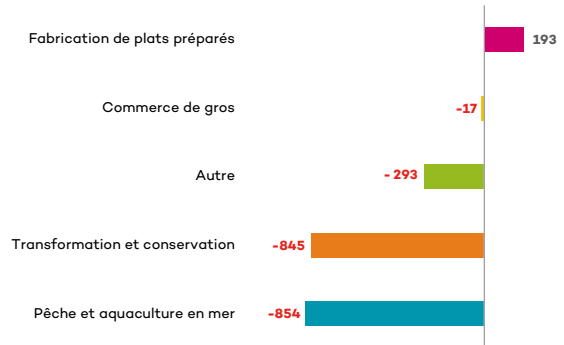
DOMAINE DES PRODUITS DE LA MER ALIMENTAIRES (HORS INTÉRIM, PÊCHE ET AQUACULTURE) :



**RÉPARTITION DES EMPLOIS DU DOMAINE
DES PRODUITS DE LA MER ALIMENTAIRES EN 2024
SELON LES CODES NAF :**



**ÉVOLUTION 2019-2024 DES EMPLOIS DU DOMAINE DES
PRODUITS DE LA MER ALIMENTAIRES SELON LES CODES NAF**



**PRINCIPAUX EMPLOYEURS DU DOMAINE PRODUITS DE LA MER ALIMENTAIRES
(HORS INTERIM, PÊCHE ET AQUACULTURE)**

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Cité marine	Kervignac	Pays de Lorient	Fabrication de plats préparés	1070
Conserverie Chancerelle	Douarnenez	Pays de Cornouaille	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	500
Capitaine Houat	Lanester	Pays de Lorient	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	300
MerAlliance Armoric	Quimper	Pays de Cornouaille	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	260
Primel gastronomie	Plougasnou	Pays de Morlaix	Fabrication de plats préparés	250
Moulin de la marche	Châteaulin	Pays de Brest	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	240
Établissements Paul Paulet	Douarnenez	Pays de Cornouaille	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	220
Mowi Bretagne	Landivisiau	Pays de Morlaix	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	200
Sofral Le Gouessant	Lamballe-Armor	Pays de Saint-Brieuc	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	190
Celtigel	Plélo	Pays de Guingamp	Fabrication de plats préparés	180

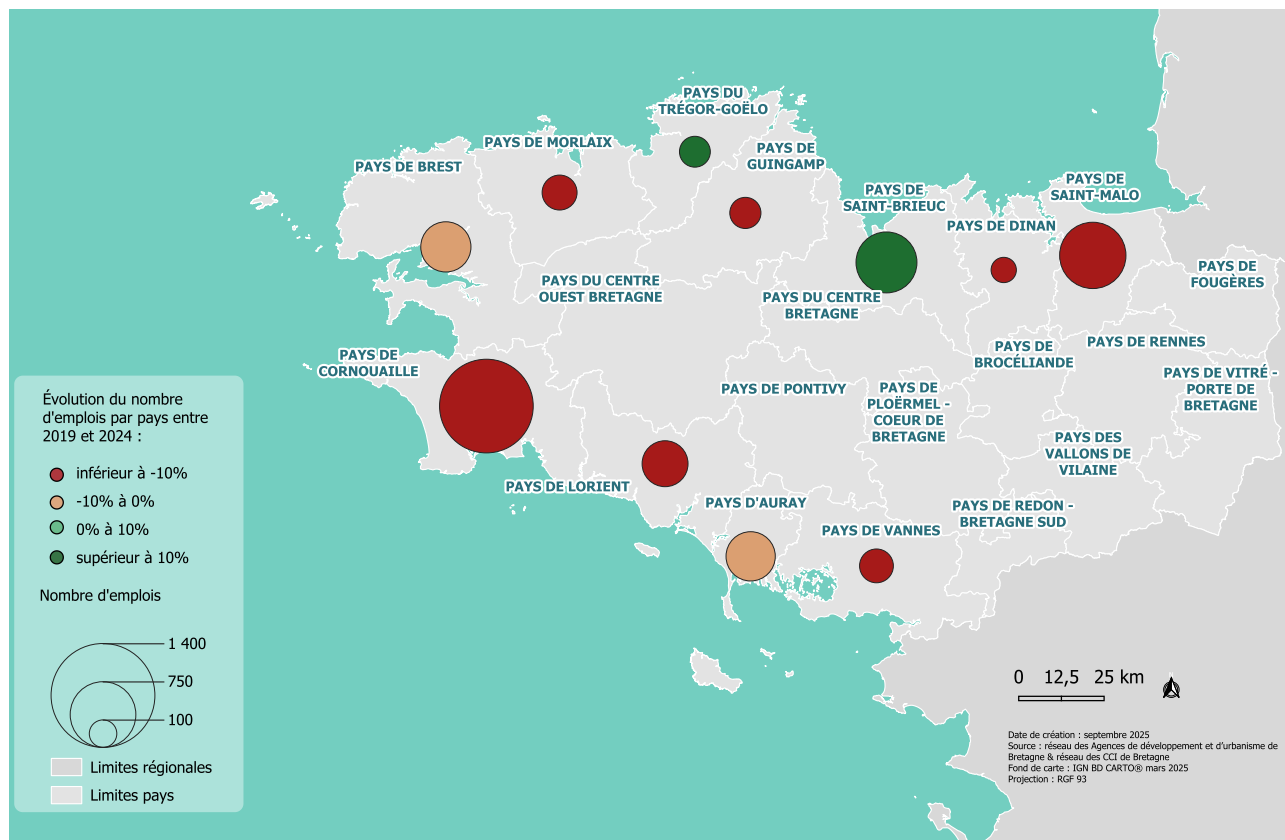
Zoom sur la pêche et l'aquaculture

Avec 4 954 pêcheurs et aquaculteurs recensés en 2024 en Bretagne, ce secteur pèse 30,8 % des emplois du domaine des produits de la mer. Ce poids était de 32,4 % en 2019. En 5 ans, de 2019 à 2024, la pêche et l'aquaculture bretonnes ont perdu 15 % de leurs emplois (- 854 emplois). Cette forte baisse est notamment liée au Brexit et aux plans de sortie de flotte (environ 40 navires en moins sur la période 2019-2024), qui ont parfois précipité des départs anticipés à la retraite ainsi que des réorientations professionnelles. La Cornouaille est le territoire le plus impacté (464 emplois en moins, soit une baisse de 27 %). Trois autres territoires portuaires ont également vu leurs effectifs diminuer fortement : le pays de Lorient (282 emplois en moins, soit une baisse de 41 %), le pays de Saint-Malo (- 193 emplois, soit - 21 %) et le pays de Vannes (-123 emplois, soit -38 %).

Sources :

- Dirm Namo - SDNUM/Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, à partir des données sociales nominatives des armements 2024.
- Agreste - Enquête aquaculture 2023

NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE PAR PAYS BRETONS ET ÉVOLUTION 2019-2024



Complément de source : Dirm Namo - SDNUM/Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, à partir des données sociales nominatives des armements 2024



© LORIENT AGGLOMERATION - NICOLAS STIMAUER

NAUTISME

Le domaine maritime du nautisme regroupe 4 sous-secteurs : l'industrie nautique, les commerces et services nautiques, les activités nautiques et les ports de plaisance (Cf. définitions p. 54). Fin 2024, ce domaine comptabilise 2 782 établissements pour 7 569 emplois, soit 11 % des emplois maritimes bretons. La répartition des emplois entre les quatre composantes du nautisme est assez hétérogène : l'industrie nautique et les commerces et services représentent chacun plus de 35 % des emplois nautiques, les activités nautiques représentent 21,7 % du total des emplois du domaine, alors que les ports de plaisance ne représentent que 7,2 % du total des emplois nautiques.

5 des 21 pays bretons, majoritairement situés en Bretagne Sud, concentrent 75 % des emplois nautiques : le pays de Lorient (23 %), les pays de Cornouaille et de Vannes (14 % chacun), le pays de Brest (13 %) et le pays d'Auray (11 %). Ce domaine est en progression ; en 5 ans, le nautisme a gagné près de 500 emplois (soit + 7,1 %) en Bretagne. Seuls 8 pays ont connu des baisses d'effectifs, mais elles sont inférieures à 7 emplois en 5 ans. Le pays de Lorient est le territoire qui a gagné le plus d'emplois : + 313 emplois, soit + 22 %, principalement dans les activités nautiques (course au large notamment) et l'industrie nautique (construction et réparation de bateaux de loisirs/plaisance).



7569
emplois fin 2024



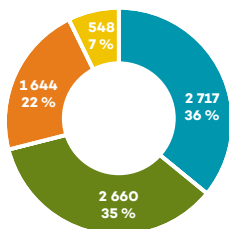
+7,1 %

Évolution de l'emploi entre
2019 et 2024

+499

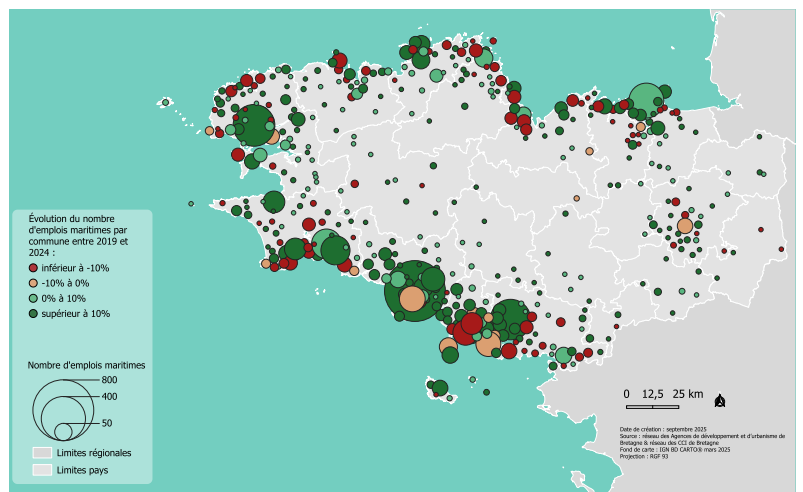
emplois entre 2019 et 2024

RÉPARTITION DES EMPLOIS NAUTIQUES FIN 2024



- Industrie nautique
- Commerces et services
- Activités nautiques
- Ports de plaisance

DOMAINE DU NAUTISME (HORS INTÉRIM)



Les cartes de répartition des emplois dans les 4 sous-secteurs nautiques sont en annexe 3 p. 58.

Le détail des sous-secteurs nautiques par pays fin 2024 est en annexe 3 p. 56.

PRINCIPAUX EMPLOYEURS DU DOMAINE NAUTISME FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

ÉTABLISSEMENT	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024	Domaine nautique
Multiplast	Vannes	Pays de Vannes	Construction de bateaux de plaisance	110	Industrie nautique
Grand Large Yachting Méditerranée ⁵	Lorient	Pays de Lorient	Construction de bateaux de plaisance	90	Industrie nautique
Pogo Structures	Combrit	Pays de Cornouaille	Construction de bateaux de plaisance	90	Industrie nautique
Riva. Com	Brest	Pays de Brest	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	90	Commerces et services nautiques
Ouest Composites Industries	Crach	Pays d'Auray	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	90	Industrie nautique
Plastimo Group	Lorient	Pays de Lorient	Construction de navires et de structures flottantes	70	Industrie nautique
Oxxius	Lannion	Pays du Trégor-Goëlo	Fabrication de matériels optique et photographique	60	Commerces et services nautiques
Take Outdoors France ⁶	Vannes	Pays de Vannes	Fabrication d'articles de sport	60	Industrie nautique
MerConcept	Concarneau	Pays de Cornouaille	Ingénierie, études techniques	60	Industrie nautique
École nationale de voile et des sports nautiques - ENVSN	Saint-Pierre-Quiberon	Pays d'Auray	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	60	Activités nautiques

⁵ Anciennement chantier Marsaudon Composites, rachat en 2023

⁶ Ex marque Bic Sport



TRANSPORT MARITIME

Le transport maritime, qui regroupe principalement les activités de transport de passagers et de marchandises ainsi que les activités de gestion portuaire, compte 397 établissements en activité et emploie 2 765 personnes. Le secteur représente 5 % des établissements de l'économie maritime bretonne et 4 % de ses emplois. La période 2019 / 2024 a été dynamique avec une progression du nombre d'entreprises (+ 105 ; + 36 %) particulièrement dans le Morbihan et une croissance des emplois (+ 345 ; + 14 %). Géographiquement, ces activités sont logiquement concentrées sur les territoires où siègent de grands équipements portuaires : Brest, Morlaix ou encore Saint-Malo. Ces pôles centralisent en effet des activités liées au trafic de fret ainsi que des compagnies de transports de passagers (Brittany Ferries notamment, 6^e employeur le plus important de l'économie maritime bretonne).



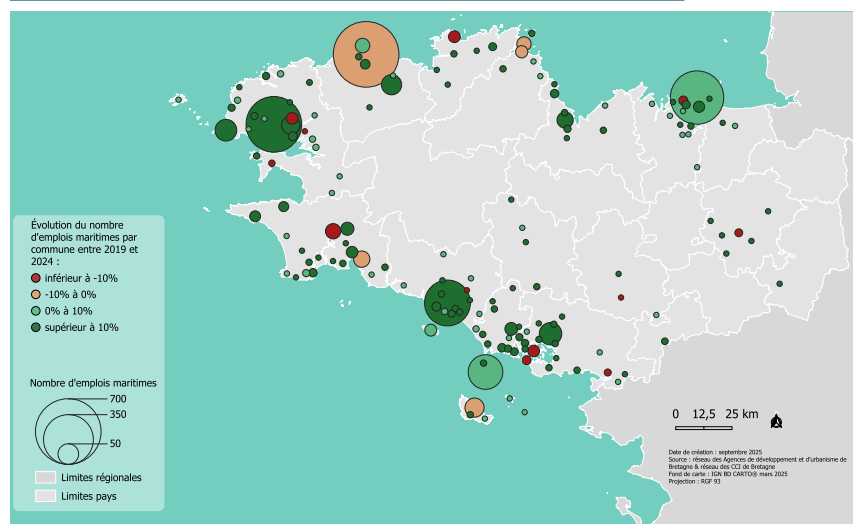
2 765
emplois fin 2024



+14,3 %
Évolution de l'emploi entre
2019 et 2024

+345
emplois entre
2019 et 2024

DOMAINE DU TRANSPORT MARITIME FIN 2024 (HORS INTÉRIM)



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Bretagne Angleterre Irlande (Brittany ferries)	Roscoff	Pays de Morlaix	Transports maritimes et côtiers de passagers	580
Bretagne Angleterre Irlande (Brittany ferries)	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Transports maritimes et côtiers de passagers	230
Compagnie Océane	Quiberon	Pays d'Auray	Transports maritimes et côtiers de passagers	150
Keolis maritime Brest	Brest	Pays de Brest	Transports maritimes et côtiers de passagers	100
Edeis ports Saint-Malo Cancale	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Services auxiliaires des transports par eau	90
BrestPort	Brest	Pays de Brest	Services auxiliaires des transports par eau	60
Port de commerce Lorient Bretagne Sud	Lorient	Pays de Lorient	Services auxiliaires des transports par eau	60
Chambre de commerce et d'industrie Finistère – CCI Finistère	Brest	Pays de Brest	Services auxiliaires des transports par eau	60
Keolis maritime Brest	Le Conquet	Pays de Brest	Transports maritimes et côtiers de passagers	50
Agence maritime brestoise	Brest	Pays de Brest	Manutention portuaire	50

PRODUITS DE LA MER NON ALIMENTAIRES

Le secteur breton des produits marins non alimentaires regroupe les usages agricoles (engrais, alimentation animale), cosmétiques et de santé. Les entreprises valorisant les algues par exemple sont classées dans ce domaine. Il compte 77 établissements en 2024, chiffre stable depuis 2019, pour 2 151 emplois, soit 3 % des effectifs maritimes régionaux.

Le nombre d'emplois de cette filière a reculé de 80 emplois en cinq ans (- 3,6 %). 3 pays ont perdu plus de 25 emplois : le Trégor-Goëlo (- 42 emplois), Guingamp (- 40 emplois) et la Cornouaille (- 29 emplois). Le pays de Saint-Malo domine nettement avec 1 161 emplois (54 % du total). Il est suivi du pays de Brest (605 emplois) et de Pontivy (163 emplois en tout, regroupés au sein d'une seule et même entreprise). Depuis 2019, Saint-Malo et Brest renforcent leur prépondérance en concentrant 82 % des emplois contre 78 % auparavant.



2 151
emplois fin 2024



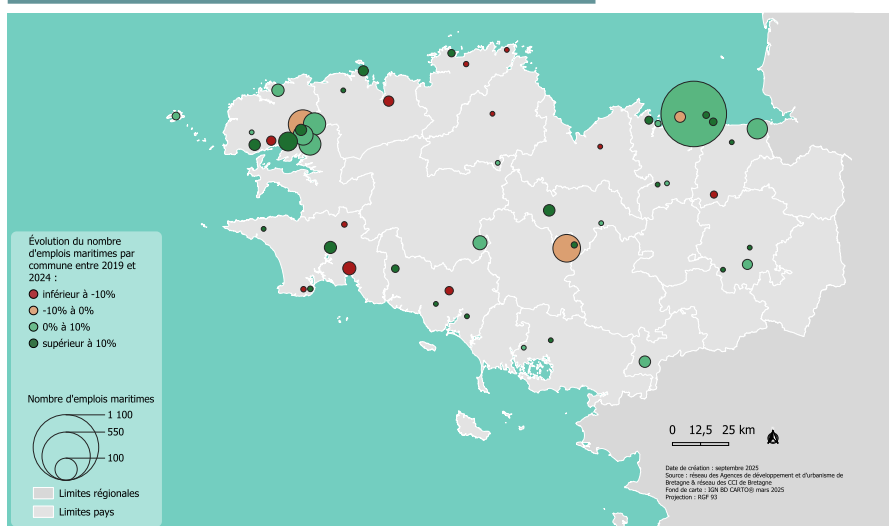
-3,6 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

-80

emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DES PRODUITS DE LA MER NON ALIMENTAIRES



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Timac agro	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Fabrication de produits azotés et d'engrais	670
Lessonia	Saint-Thonan	Pays de Brest	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	180
Olmix	Bréhan	Pays de Pontivy	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a.	160
Laboratoire de la mer	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Fabrication de préparations pharmaceutiques	140
Otb cosmetics	Plouédern	Pays de Brest	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	100
Technature	Dirinon	Pays de Brest	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	100
Société de courtage et de diffusion - codif	Roz-sur-Couesnon	Pays de Saint-Malo	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	80
JRS marine products Landerneau SAS	Forest-Landerneau	Pays de Brest	Fabrication de matières plastiques de base	70
Technature	Relecq-Kerhuon	Pays de Brest	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	70
Société de courtage et de diffusion - codif	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	70

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SPÉCIALISÉS DANS LE MARITIME

L'enseignement supérieur et la recherche au service du maritime rassemblent 2 400 emplois, en stabilité depuis 2019 (0,4 % soit + 9 emplois). Ce domaine est composé essentiellement d'organismes publics (94 %), et pour une petite part d'établissements de recherche privée. Ce secteur ne représente que 3,4 % du total des emplois maritimes en Bretagne, mais l'activité de recherche est stratégique dans un contexte de prise de conscience de l'importance du monde marin (impact sur les océans du changement climatique, lutte contre les pollutions, exploration des fonds profonds, sécurité et sûreté en mer...), tout comme celle de formation supérieure. L'essentiel de l'activité est situé dans le pays de Brest (78 % soit 1 900 emplois environ), en raison de la présence d'établissements majeurs comme l'Ifremer (5^e employeur le plus important de l'économie maritime bretonne), l'ENSTA, l'Institut Universitaire européen de la mer (une école interne de l'Université de Bretagne occidentale) ou encore le CNRS. Le Pays de Morlaix rassemble 250 emplois avec notamment le site de la Station biologique de Roscoff, un centre de recherche et de formation affilié au CNRS et à Sorbonne Université. Viennent ensuite des effectifs plus modestes dans le Pays de Saint-Malo (80 emplois dont l'ENSM, Ifremer et le CNRS), dans le pays de Cornouaille, dans le pays de Rennes en lien avec l'INRAE notamment, et dans le pays de Lorient (Ifremer).



2 400

emplois fin 2024



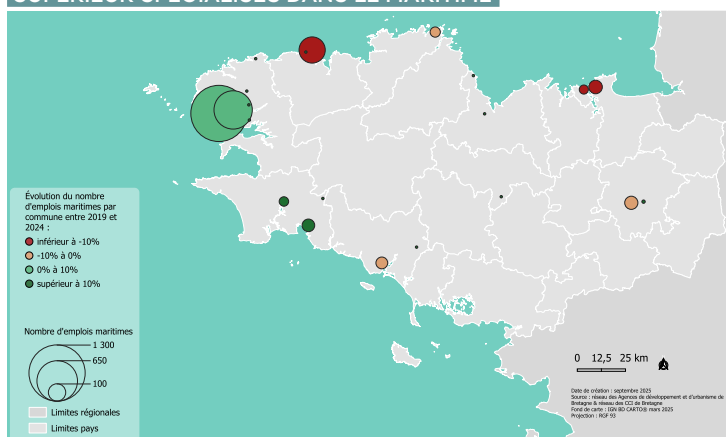
+0,4 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

+9

emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DE LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SPÉCIALISÉS DANS LE MARITIME



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer - IFREMER	Plouzané	Pays de Brest	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	800
École Nationale Supérieure de Techniques Avancées - ENSTA	Brest	Pays de Brest	Enseignement supérieur	440
Institut Universitaire Européen de la mer - UBO	Plouzané	Pays de Brest	Enseignement supérieur	250
Station Biologique de Roscoff - CNRS - Sorbonne Université	Roscoff	Pays de Morlaix	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	250
Centre national de la recherche scientifique - CNRS	Brest	Pays de Brest	Recherche-développement en sciences humaines et sociales	120
Labocéa	Plouzané	Pays de Brest	Analyses, essais et inspections techniques	80
École Nationale Supérieure Maritime - ENSM	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Enseignement supérieur	60
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - INRAE	Rennes	Pays de Rennes	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	50
Institut de Recherche pour le Développement - IRD	Plouzané	Pays de Brest	Recherche-développement en sciences humaines et sociales	50
Institut polaire français Paul-Émile Victor - IPEV	Plouzané	Pays de Brest	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	50

AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES DANS LE DOMAINE MARITIME

Le domaine des autres interventions publiques dans le domaine maritime rassemble 84 établissements (- 11,6 % par rapport à 2019) et 2 009 emplois (- 8,7 % par rapport à 2019). Il comprend majoritairement des acteurs de l'enseignement non-supérieur et de la formation, de la sécurité et de l'administration maritime. Ce domaine représente 3 % de l'emploi maritime breton. Les trois principaux pays employeurs regroupent 73 % des effectifs de ce domaine : Brest (44 %), Saint-Malo (16 %) et Lorient (13 %).

Le principal employeur de ce domaine, le Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) de Brest (550 emplois) est le 7^e employeur le plus important de l'économie maritime en Bretagne en 2024.



2 009

emplois fin 2024



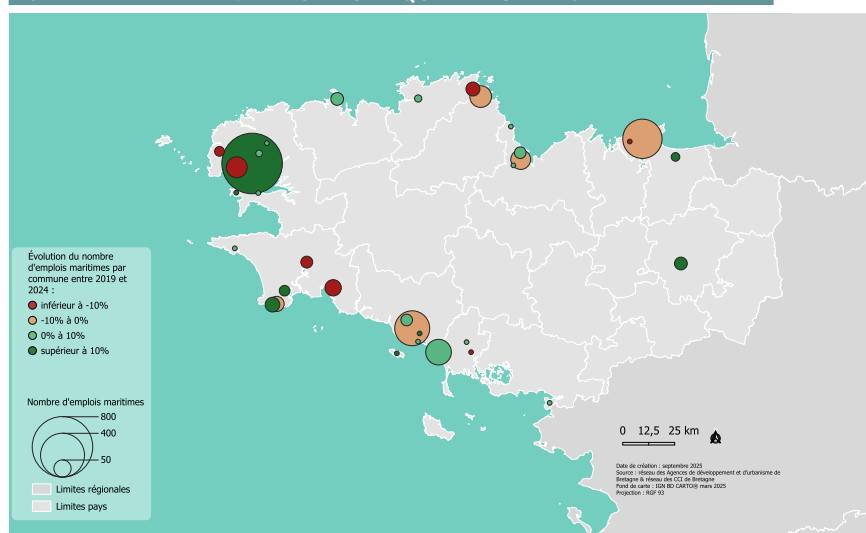
-8,7 %

Évolution de l'emploi entre
2019 et 2024

-191

emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DE L'INTERVENTION PUBLIQUE DANS LE DOMAINE MARITIME



PRINCIPAUX EMPLOYEURS (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Service Hydrographique et océanographique de la Marine - SHOM	Brest	Pays de Brest	Administration publique générale	550
Etablissement national des Invalides de la Marine - ENIM	Lorient	Pays de Lorient	Administration publique (tutelle) des activités économiques	90
Direction interrégionale de la Mer Nord Atlantique Manche Ouest- Dirm Namu	Brest	Pays de Brest	Administration publique (tutelle) des activités économiques	90
Etablissement national des Invalides de la Marine - ENIM	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Administration publique (tutelle) des activités économiques	80
Direction interrégionale de la Mer Nord Atlantique Manche Ouest- Dirm Namu	Étel	Pays d'Auray	Administration publique (tutelle) des activités économiques	80
Lycée public maritime Florence Arthaud	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Enseignement secondaire technique ou professionnel	70
Défense Conseil International - DCI	Brest	Pays de Brest	Ingénierie, études techniques	60
Direction interrégionale de la Mer Nord Atlantique Manche Ouest- Dirm Namu	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Administration publique (tutelle) des activités économiques	50
Lycée professionnel maritime aquacole	Étel	Pays d'Auray	Enseignement secondaire technique ou professionnel	50
Direction interrégionale des Douanes Bretagne - Pays de la Loire	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Administration publique générale	50

CULTURE ET LOISIRS

Ce domaine ne comprend pas les emplois du tourisme littoral (hébergements, restauration, certains sites de visite...) qui seront plus largement analysés p. 48.

Il recense les emplois au sein des principaux équipements culturels et de loisirs en lien avec la mer. Ainsi, les aquariums comptent parmi les lieux privilégiés pour découvrir le milieu marin. Les plus importants en Bretagne sont Océanopolis à Brest et Le Grand Aquarium de Saint-Malo. La mer est aussi recherchée pour ses bienfaits. Une dizaine de centres de thalassothérapie et de remise en forme jalonnent ainsi le littoral breton. Dans ces établissements, les effectifs recensés incluent parfois ceux liés aux activités d'hébergement et de restauration.



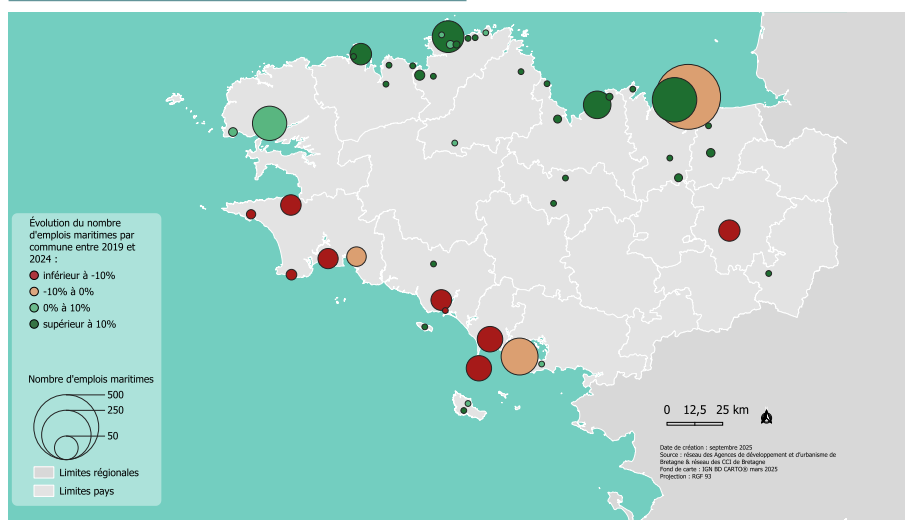
1 455
emplois fin 2024



+0,8 %
Évolution de l'emploi entre
2019 et 2024

+12
emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DE LA CULTURE ET DES LOISIRS



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Thermes marins de Saint-Malo	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Hôtels et hébergement similaire	400
Hôtel La Falaise Dinard	Dinard	Pays de Saint-Malo	Hôtels et hébergement similaire	200
Miramar	Arzon	Pays de Vannes	Hôtels et hébergement similaire	130
Brest 'Aim - Océanopolis	Brest	Pays de Brest	Gestion d'installations sportives	100
Roz marine thalasso resort	Perros-Guirec	Pays du Trégor-Goëlo	Hôtels et hébergement similaire	90
Spa marin du Val André	Pléneuf-Val-André	Pays de Saint-Brieuc	Hôtels et hébergement similaire	70
Thalazur	Carnac	Pays d'Auray	Entretien corporel	60
Thalasso de Quiberon	Quiberon	Pays d'Auray	Entretien corporel	60
Institut marin de Rockroum	Roscoff	Pays de Morlaix	Entretien corporel	40
Aquarium géant de Saint-Malo	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires	40

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT LITTORAL ET MARIN

Bien que représentant moins de 1% des emplois maritimes bretons, le secteur de la protection de l'environnement littoral et marin connaît un développement significatif à son échelle. Entre 2019 et 2024, le nombre d'emplois a progressé de 41 %, atteignant aujourd'hui 573 effectifs répartis dans 53 établissements (+ 71 %). Le pays brestois concentre à lui seul près de 69 % des effectifs avec 395 emplois, suivi par le pays de Lorient avec 42 emplois et celui de Vannes avec 39 emplois. Fait notable : si le secteur public ne représente que 12 % des structures, il regroupe néanmoins la moitié des emplois du domaine.



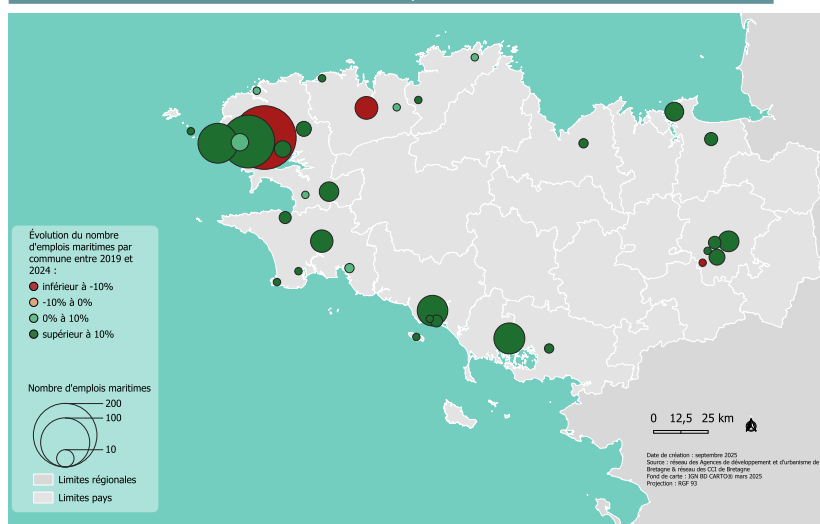
573
emplois fin 2024



+40,8 %
Évolution de l'emploi entre
2019 et 2024

+166
emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DE L'INTERVENTION PUBLIQUE DANS LE DOMAINE MARITIME



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
CEREMA Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	Plouzané	Pays de Brest	Administration publique	100
Office français de la biodiversité	Brest	Pays de Brest	Administration publique	70
CEDRE Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux	Brest	Pays de Brest	Recherche-développement	60
TBM Environnement	Plougoumelen	Pays de Vannes	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	40
Office français de la biodiversité	Le Conquet	Pays de Brest	Administration publique	30
Sinay	Lorient	Pays de Lorient	Ingénierie, études techniques	30
Le Floch Dépollution	Sainte-Sève	Pays de Morlaix	Dépollution	20
Bureau Véritas Living Resources	Cesson-Sévigné	Pays de Rennes	Ingénierie, études techniques	20
Actimar	Brest	Pays de Brest	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20
Office français de la biodiversité	Douarnenez	Pays de Cornouaille	Administration publique	10

PRODUCTION D'ÉNERGIE MARINE

Avec 4 903 kilomètres de linéaire côtier, la Bretagne est un territoire propice au développement des énergies marines renouvelables (EMR : énergies hydrolienne, éolienne flottante ou posée, houlomotrice, marémotrice, osmotique, thermique des mers). De fait, le secteur affiche une belle croissance puisque ses effectifs sont en hausse de 48,5 % entre 2019 et 2024, soit 122 emplois supplémentaires. Les 24 établissements bretons ayant une activité dans les EMR (principale ou secondaire) emploient plus de 370 personnes. Le pays de Cornouaille conforte sa place de premier pôle régional dans la production d'énergie marine avec 41 % des emplois, suivi des pays de Brest (31 %), Saint-Malo (16 %) et Lorient (7 %). Le parc éolien de la baie de Saint-Brieuc a été mis en service en septembre 2024. Sa base d'opération et de maintenance a été inaugurée à Binic Étables sur mer fin janvier 2025.



374

emplois fin 2024



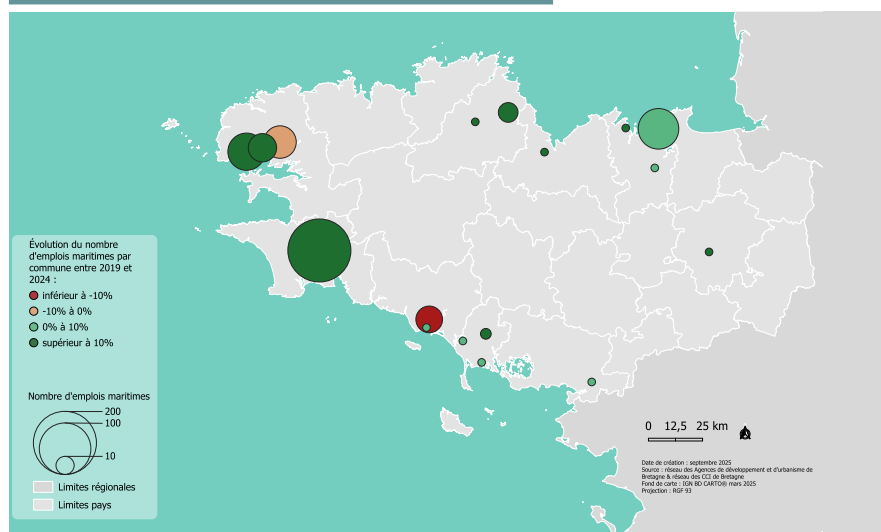
+48,5 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

+122

emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIE MARINE



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Entech	Quimper	Pays de Cornouaille	Installation d'équipements électroniques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels	150
Electricité de France - Barrage de la Rance	La Richardais	Pays de Saint-Malo	Production d'électricité	60
France Energies Marines	Plouzané	Pays de Brest	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	50
Spie Industrie	Guipavas	Pays de Brest	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	40
Eolink	Brest	Pays de Brest	Ingénierie, études techniques	20
Engie Green France	Lorient	Pays de Lorient	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	10
Breizh Energie Systèmes	Lanvollon	Pays de Guingamp	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	10
Windglaz	Lorient	Pays de Lorient	Ingénierie, études techniques	< 5
Windstrom France	Brech	Pays d'Auray	Autres activités de soutien aux entreprises n. c. a.	< 5
Valorem	Lorient	Pays de Lorient	Ingénierie, études techniques	< 5

TRAVAUX PUBLICS MARITIMES

Les travaux publics maritimes regroupent les emplois issus de la construction, la maintenance et la réparation d'ouvrages et de travaux en milieux marins, comme les ponts, barrages, ports, et à l'exception des câbles sous-marins qui font l'objet d'un domaine spécifique. Fin 2024, les travaux publics maritimes représentent 273 emplois, soit 23 de plus qu'en 2019 (+ 9,3 %). Présents sur 12 pays des 21 pays bretons, ils se concentrent sur les pays de Brest (36 %), de Lorient (28 %) et d'Auray (10 %).



273

emplois fin 2024



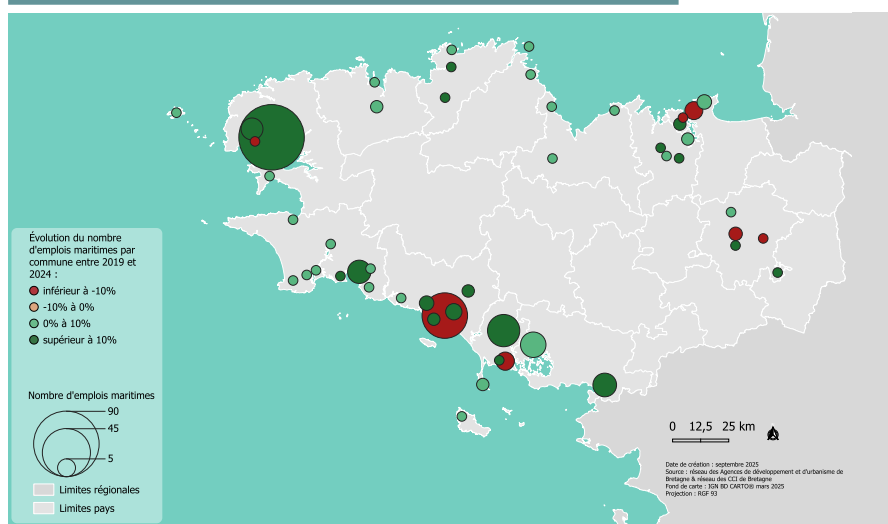
+9,3 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

+23

emplois entre 2019 et 2024

DOMAINE DES TRAVAUX PUBLICS MARITIMES (HORS INTÉRIM)



PRINCIPAUX EMPLOYEURS FIN 2024 (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
SPRD	Brest	Pays de Brest	Manutention non portuaire	50
Eiffage Travaux Maritimes et Fluviaux	Lorient	Pays de Lorient	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	30
Iroise Mer	Brest	Pays de Brest	Services auxiliaires des transports par eau	30
Gisman	Brech	Pays d'Auray	Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	20
Accoast	Ploeren	Pays de Vannes	Analyses, essais et inspections techniques	10

AUTRES DOMAINES

SERVICES PARAPÉTROLIERS ET PARAGAZIERS OFFSHORE



91

emplois fin 2024



-2,3 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

-2

emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX EMPLOYEURS (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libellé NAF 732	Effectif en 2024
Ekium ⁷	Guipavas	Pays de Brest	Ingénierie, études techniques	70
Bluefins	Brest	Pays de Brest	Ingénierie, études techniques	10
Bureau Véritas Marine & Offshore -Registre international de classification de navires et de plateformes offshore	Concarneau	Pays de Cornouaille	Analyses, essais et inspections techniques	< 5
Fourniership	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé	< 5

Cf. Carte en annexe 5 p.60

⁷ Ex Sofresid Engineering

EXTRACTION DE GRANULATS MARINS



83

emplois fin 2024



+16,2 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

+12

emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX EMPLOYEURS (HORS INTERIM)

Établissement	Commune	Pays	Libellé NAF 732	EFFECTIF en 2024
Guenta	Saint-Renan	Pays de Brest	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	20
Compagnie armoricaine de navigation - CAN	Quemper-Guézennec	Pays de Guingamp	Transports maritimes et côtiers de passagers	10
Polaris	Quimper	Pays de Cornouaille	Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	10
Lafarge granulats France	Lanester	Pays de Lorient	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	10
Sotravi	Saint-Renan	Pays de Brest	Activités des sièges sociaux	10

Cf. Carte en annexe 5 p.60

AUTRES DOMAINES

CÂBLES SOUS-MARINS



70

emplois fin 2024



-1,5 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

-1

emploi entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX EMPLOYEURS (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
FT marine	Brest	Pays de Brest	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	50
Orange	Le Conquet	Pays de Brest	Télécommunications filaires	< 5
Kerlann Marine	Surzur	Pays de Vannes	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	< 5
Flag Atlantique France	Plérin	Pays de Saint-Brieuc	Télécommunications filaires	< 5

Cf. Carte en annexe 5 p. 61

ASSURANCES MARITIMES



67

emplois fin 2024



+36 %

Évolution de l'emploi entre 2019 et 2024

+18

emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX EMPLOYEURS (HORS INTÉRIM)

Établissement	Commune	Pays	Libelle NAF 732	EFFECTIF en 2024
Mahe Tremel Lebourdais Expertises	Plérin	Pays de Saint-Brieuc	Évaluation des risques et dommages	30
Mahe Tremel Lebourdais Expertises	Larmor-Plage	Pays de Lorient	Évaluation des risques et dommages	10
Ouest assurances	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Activités des agents et courtiers d'assurances	10
Groupe West expertises	Saint-Malo	Pays de Saint-Malo	Évaluation des risques et dommages	< 5
Société mutuelle d'assurances maritimes du littoral Atlantique Sammarla	Auray	Pays d'Auray	Autres assurances	< 5

Cf. Carte en annexe 5 p. 61

ZOOM SUR L'INTERIM DANS LES SECTEURS 100 % MARITIMES

L'intérim dans les secteurs maritimes est mesuré en s'appuyant seulement sur les secteurs 100 % maritimes (source : DREETS). N'est pas pris en compte l'intérim dans les secteurs partiellement maritimes (le « halo »). Par ailleurs, il s'agit d'ETP (équivalents temps plein) en moyenne annuelle (sur l'ensemble de l'année).

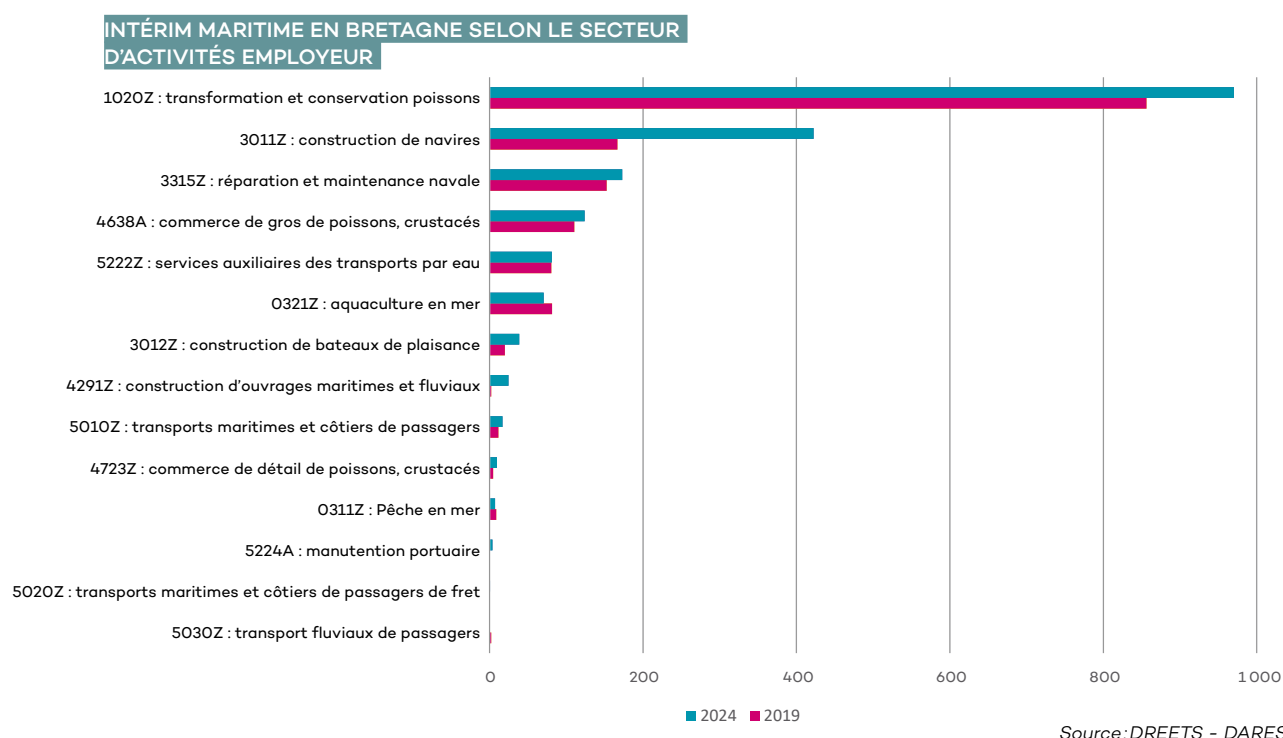
UNE PROGRESSION DE 30 % EN 5 ANS

En Bretagne en 2024, le nombre d'ETP dans l'intérim au sein des secteurs maritimes est de **1 943**. En 2019, il était de 1 498. Il progresse donc de 445 ETP en 5 ans, soit + 29,7 %.

L'intérim dans les secteurs 100 % maritimes représente 4,5 % du total de l'intérim breton en 2024.

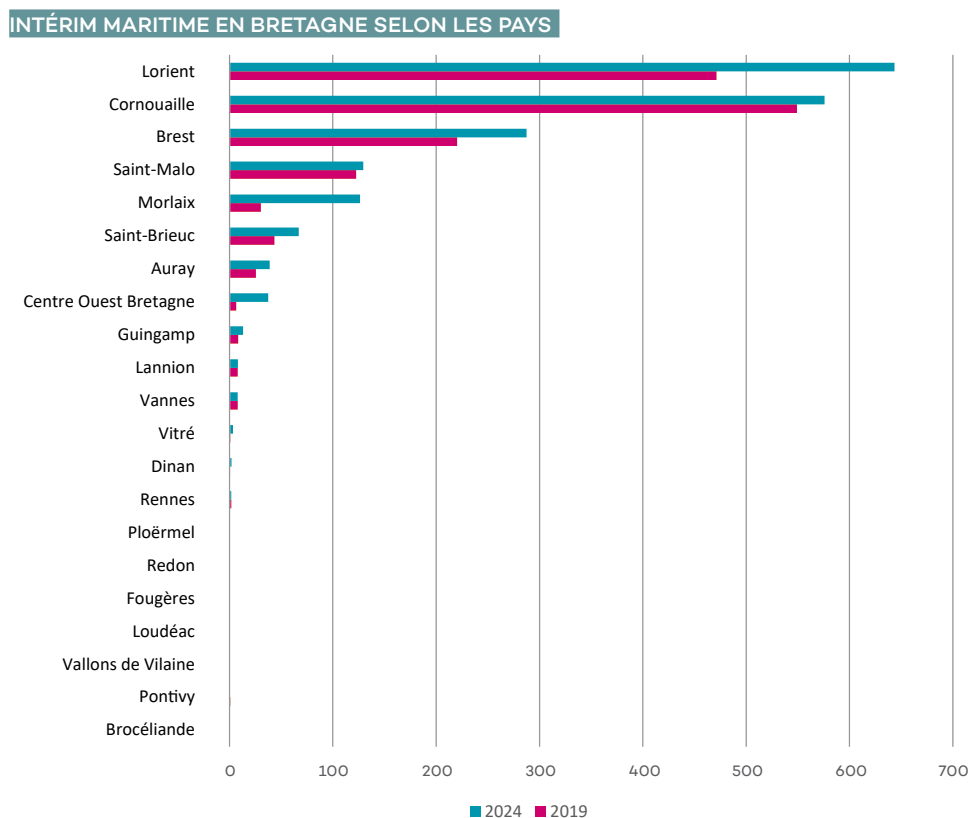
Les IAA au 1^{er} rang et la construction navale en forte progression

La transformation et conservation de poissons pointe au 1^{er} rang avec 50 % des effectifs d'intérim en 2024. Le nombre d'ETP intérim dans ce secteur progresse de 13 % avec 114 ETP supplémentaires en 5 ans.



La progression la plus forte se situe dans le secteur de la construction de navires (+ 256 emplois soit + 115 %). Ces 2 secteurs représentent 71,6 % de l'intérim dans le 100 % maritime. L'intérim dans la transformation conservation de poissons est essentiellement localisé sur les pays de Cornouaille, Lorient et Morlaix. L'intérim dans la construction de navires est essentiellement localisé sur les pays de Lorient et de la Cornouaille.

UNE FORTE CONCENTRATION SUR LES PAYS DE LORIENT ET DE CORNOUAILLE



Source: DREETS - DARES

En 2024, 5 territoires enregistrent plus de 100 emplois intérimaires dans le domaine maritime. Cumulés, ils représentent 91 % des effectifs totaux ; les 2 premiers (pays de Lorient et pays de Cornouaille) constituant 63 % du total.

Les progressions les plus fortes de 2019 à 2024 concernent les pays de :

- Lorient (notamment construction de navires) ;
- Morlaix (surtout transformation de poissons) ;
- et Brest (notamment construction de navires).

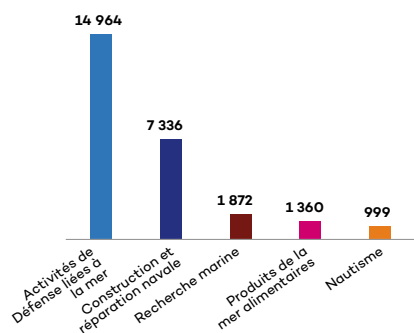
APPROCHE TERRITORIALE



CETTE ANALYSE SE CONCENTRE SUR LES 14 PAYS BRETONS AYANT AU MOINS 300 EMPLOIS MARITIMES ; ELLE DÉTAILLE LES CHIFFRES CLÉS ET LES ÉVOLUTIONS, TERRITOIRE PAR TERRITOIRE. LES EFFECTIFS DE L'INTÉRIM, DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE SONT INTÉGRÉS DANS CES DONNÉES.

PAYS DE BREST

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE BREST



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

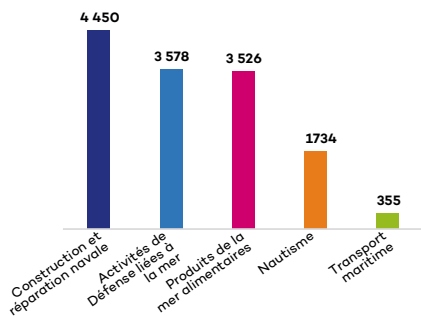
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Base de Défense Brest-Lorient	Brest	Activités de Défense liées à la mer	10 390
Naval Group	Brest	Construction et réparation navale	2 990
Base de Défense Brest-Lorient	Crozon	Activités de Défense liées à la mer	2 090
Base de Défense Brest-Lorient	Lanvéoc	Activités de Défense liées à la mer	1 930
Thales DMS France SAS	Brest	Construction et réparation navale	1800

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 648) ;
- Défense (+ 211) ;
- Transport maritime (+ 112) ;
- Protection de l'environnement littoral et marin (+ 75) ;
- Nautisme (+ 32) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 44) ;
- Intervention publique (- 123).

PAYS DE LORIENT

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE LORIENT



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

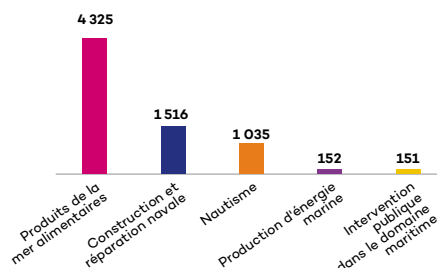
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Naval Group	Lorient	Construction et réparation navale	2 820
Base de Défense Brest-Lorient	Quéven	Activités de Défense liées à la mer	2 080
Base de Défense Brest-Lorient	Lanester	Activités de Défense liées à la mer	1 190
Cité Marine	Kervignac	Produits de la mer alimentaires	1 070
Capitaine Houat	Lanester	Produits de la mer alimentaires	300

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 1 088) ;
- Nautisme (+ 312) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 166).

PAYS DE CORNOUAILLE

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE CORNOUAILLE



8 696
emplois en 2019
7 667
emplois en 2024

-11,8 %
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024
-1 029
emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

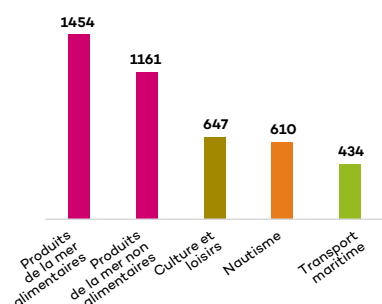
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Conserverie Chancerelle	Douarnenez	Produits de la mer alimentaires	500
Meralliance Armoric	Quimper	Produits de la mer alimentaires	260
Établissements Paul Paulet	Douarnenez	Produits de la mer alimentaires	220
Chantiers Piriou	Concarneau	Construction et réparation navale	210
Barillec SAS	Concarneau	Construction et réparation navale	160

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 240) ;
- Énergie marine (+ 73) ;
- Enseignement supérieur et recherche marine (+ 39) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 1 394).

PAYS DE SAINT-MALO

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE SAINT-MALO



5 165
emplois en 2019
5 055
emplois en 2024

-2,1 %
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024
-110
emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

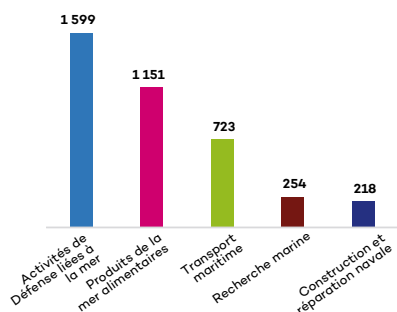
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Timac Agro	Saint-Malo	Produits de la mer non alimentaires	670
Thermes marins de Saint-Malo	Saint-Malo	Culture et loisirs	400
Bai Bretagne Angleterre Irlande	Saint-Malo	Transport maritime	230
Hôtel La Falaise Dinard	Dinard	Culture et loisirs	200
Laboratoire de la mer	Saint-Malo	Produits de la mer non alimentaires	140

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 78) ;
- Culture et loisirs (+ 53) ;
- Nautisme (+ 50) ;
- Transport maritime (+ 48) ;
- Intervention publique (- 50) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 301).

PAYS DE MORLAIX

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE MORLAIX



4 368
emplois en 2019

4 254
emplois en 2024



-2,6 %
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024

-114
emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

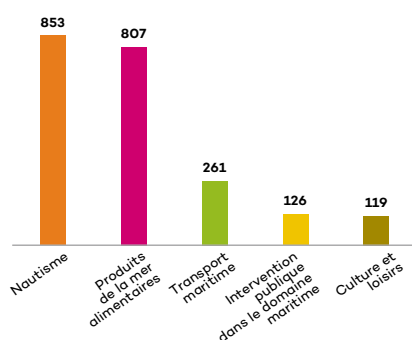
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Base de Défense Brest-Lorient	Landivisiau	Activités de Défense liées à la mer	1 580
Bretagne Angleterre Irlande (Brittany ferries)	Roscoff	Transport maritime	580
Primel Gastronomie	Plougasnou	Produits de la mer alimentaires	250
Station Biologique De Roscoff - CNRS - Sorbonne Université	Roscoff	Enseignement supérieur et recherche marine	250
Mowi Bretagne	Landivisiau	Produits de la mer alimentaires	200

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Défense (+ 98) ;
- Transport maritime (+ 49) ;
- Enseignement supérieur et recherche marine (- 48) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 228).

PAYS D'AURAY

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS D'AURAY



2 341
emplois en 2019

2 365
emplois en 2024



+1,0 %
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024

+24
emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

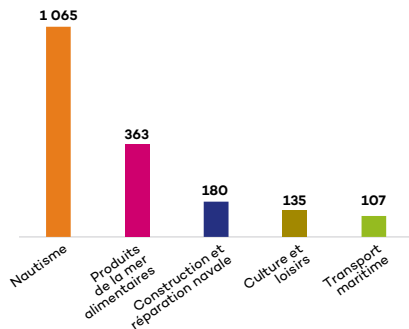
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Compagnie Océane	Quiberon	Transport maritime	150
Ouest Production	Quiberon	Produits de la mer alimentaires	100
Ouest Composites Industries	Crach	Nautisme: industrie nautique	90
Direction Interrégionale De La Mer Nord Atlantique Manche Ouest	Étel	Intervention publique dans le domaine maritime	80
Base de Défense Brest-Lorient	Étel	Activités de Défense liées à la mer	70

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Nautisme (+ 43) ;
- Transport maritime (+ 34) ;
- Défense (+ 24) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 26) ;
- Culture-loisirs (- 33).

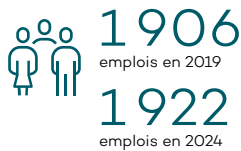
PAYS DE VANNES

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE VANNES



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Miramar	Arzon	Culture et loisirs	130
Multiplast	Vannes	Nautisme: industrie nautique	100
Take Outdoors France	Vannes	Nautisme: industrie nautique	60
Ouest Production	Saint-Avé	Produits de la mer alimentaires	40
TBM Environnement	Plougoumelen	Protection de l'environnement littoral et marin	40

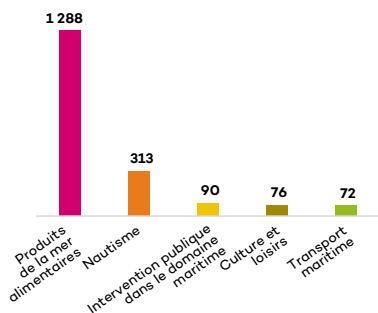


PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 45) ;
- Nautisme (+ 39) ;
- Protection de l'environnement (+ 38) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 117).

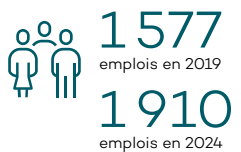
PAYS DE SAINT-BRIEUC

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE SAINT-BRIEUC



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Sofral Le Gouessant	Lamballe-Armor	Produits de la mer alimentaires	190
Spa Marin du Val André	Pléneuf-Val-André	Culture et loisirs	70
SARL Les Viviers de St-Marc	Saint-Quay-Portrieux	Produits de la mer alimentaires	50
Direction régionale des Douanes Bretagne	Saint-Brieuc	Intervention publique dans le domaine maritime	40
Mahe Tremel Lebourdais Expertises	Plérin	Assurances maritimes	30

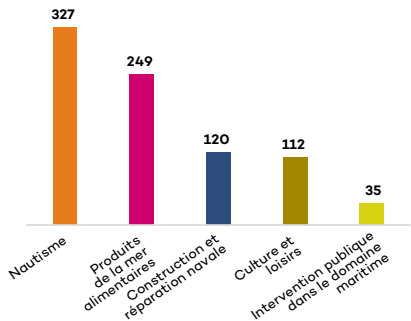


PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Produits de la mer alimentaires (+ 285) ;
- Transport maritime (+ 37) ;
- Construction - réparation navale (+ 21).

PAYS DU TREGOR-GOËLO

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DU TRÉGOR-GOËLO



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Roz marine thalasso resort	Perros-Guirec	Culture et loisirs	90
Oxxius	Lannion	Nautisme : commerces et services	60
Boreal yachts	Minihy-Tréguier	Construction et réparation navale	60
U.C.N. Meca	Cavan	Nautisme : commerces et services	30
Dirm Namo - subdivision des phares et balises	Lézardrieux	Intervention publique dans le domaine maritime	30

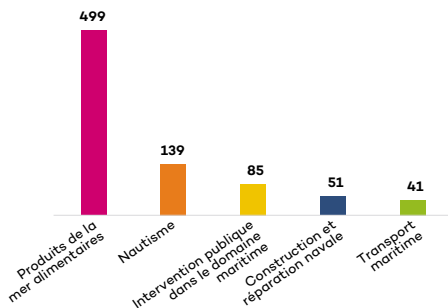


PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 62) ;
- Culture et loisirs (+ 58) ;
- Produits de la mer alimentaires (+ 32) ;
- Produits de la mer non alimentaires (- 42).

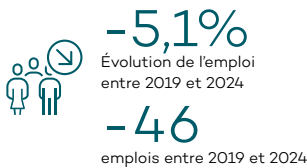
PAYS DE GUINGAMP

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE GUINGAMP



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Celtigel	Plélo	Produits de la mer alimentaires	180
Direction Interrégionale de la Mer Nord Atlantique-Manche Ouest	Paimpol	Intervention publique dans le domaine maritime	40
Lycée professionnel maritime Pierre Loti	Paimpol	Intervention publique dans le domaine maritime	40
Laboratoire de la mer	Plélo	Produits de la mer alimentaires	40
Les délices de la mer	Plélo	Produits de la mer alimentaires	30

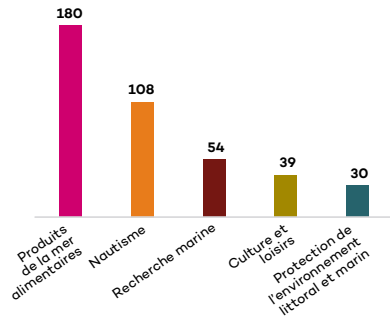


PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Production d'énergie marine (+ 13)
- Produits de la mer alimentaires (- 23)
- Produits de la mer non alimentaires (- 40)

PAYS DE RENNES

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE RENNES



 **559**
emplois en 2019
476
emplois en 2024

 **-14,8 %**
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024
-83
emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

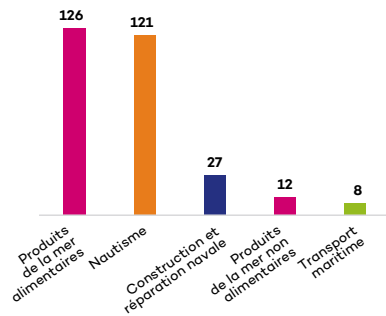
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Institut national de recherche pour l'agriculture l'alimentation et l'environnement	Rennes	Enseignement supérieur et recherche marine	50
La marée pour tous	Vezin-le-Coquet	Produits de la mer alimentaires	30
Cormarée	La Mézière	Produits de la mer alimentaires	20
Infomer	Rennes	Culture et loisirs	20
Société d'édition de revues nationales – Voiles et voiliers	Rennes	Culture et loisirs	20

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Protection de l'environnement (+ 26) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 55) ;
- Culture et loisirs (- 58).

PAYS DE DINAN

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE DINAN



 **324**
emplois en 2019
306
emplois en 2024

 **-5,5 %**
Évolution de l'emploi
entre 2019 et 2024
-18
emplois entre 2019 et 2024

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

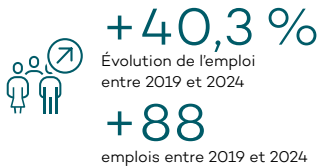
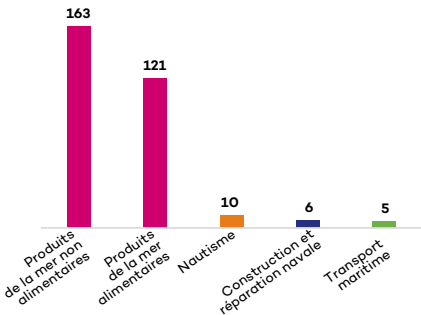
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Rouzel marine	Matignon	Nautisme : industrie nautique	20
Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor	Saint-Cast-le-Guildo	Nautisme : ports de plaisance	10
Centre nautique de Saint-Cast	Saint-Cast-le-Guildo	Nautisme : activités nautiques	10
Mme Amiot Fabienne	Fréhel	Produits de la mer alimentaires	10
Association les mouettes	Saint-Cast-le-Guildo	Produits de la mer non alimentaires	10

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Construction-réparation navale (+ 21) ;
- Produits de la mer alimentaires (- 43).

PAYS DE PONTIVY

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DE PONTIVY



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

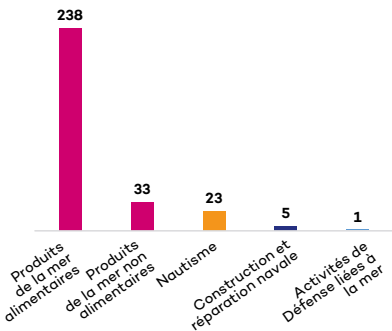
Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Olmix	Bréhan	Produits de la mer non alimentaires	160
Cité marine	Plumelin	Produits de la mer alimentaires	90
Aqua B.	Crédin	Produits de la mer alimentaires	10

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

- Produits de la mer alimentaires (+ 89).

PAYS DU CENTRE OUEST BRETAGNE

NOMBRE D'EMPLOIS FIN 2024 DANS LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES MARITIMES DU PAYS DU CENTRE OUEST BRETAGNE



PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS MARITIMES

Établissement	Commune	Activité maritime	Effectif au 31.12.2024
Guyader l'esprit de la mer	Châteauneuf-du-Faou	Produits de la mer alimentaires	140
Miti	Saint-Hernin	Produits de la mer alimentaires	40
Knauf industries ouest	Guémené-sur-Scorff	Produits de la mer non alimentaires	30
Océaniques	Carhaix-Plouguer	Produits de la mer alimentaires	10
Union locale animation milieu rural	Châteauneuf-du-Faou	Nautisme: activités nautiques	10

PRINCIPAUX SECTEURS EN ÉVOLUTION

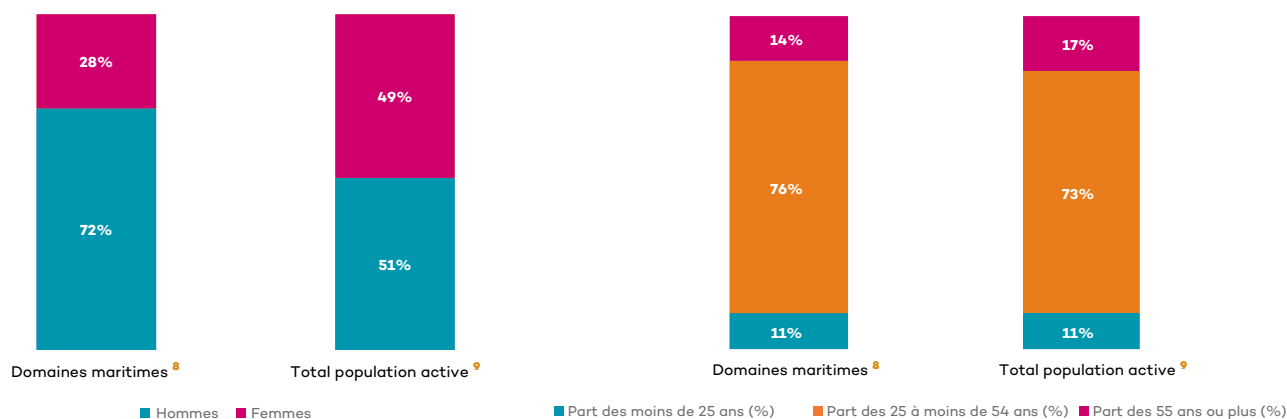
- Produits de la mer alimentaires (- 23).

LES EMPLOIS MARITIMES SELON LE GENRE ET L'ÂGE



Les actifs qui occupent un emploi maritime en Bretagne sont :

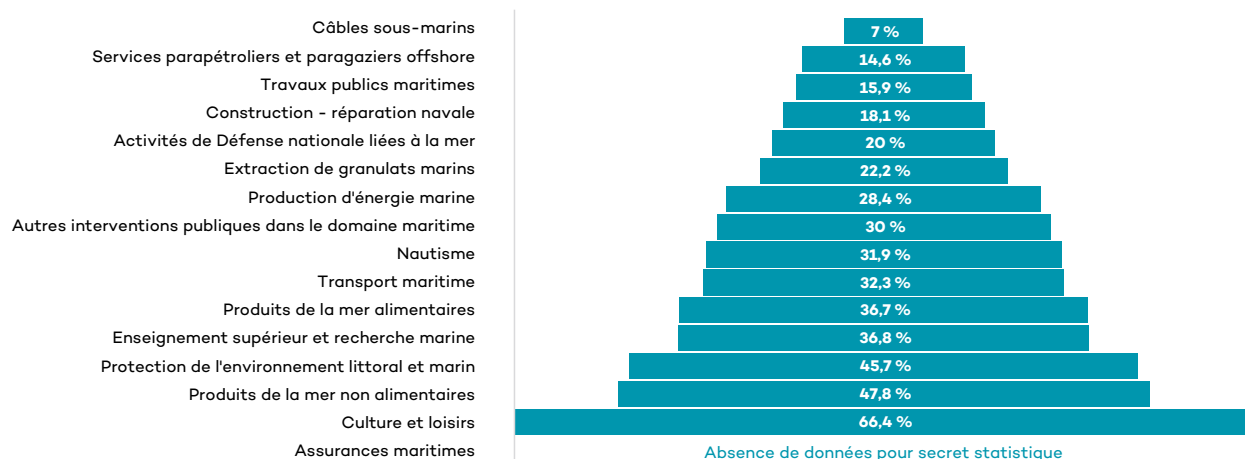
- En grande majorité masculins : 72 % contre 51 % au niveau de l'ensemble des actifs bretons
- Et légèrement plus jeunes que l'ensemble des actifs bretons : 14 % ont 55 ans ou plus contre 17 % pour l'ensemble des actifs.



⁸ Source : données issues du Recensement de la population Insee 2022 et de la base de Défense Brest-Lorient pour les emplois relatifs au domaine des activités de Défense liées à la mer

⁹ Source : Insee, RP2022 exploitation principale, géographie au 01/01/2025

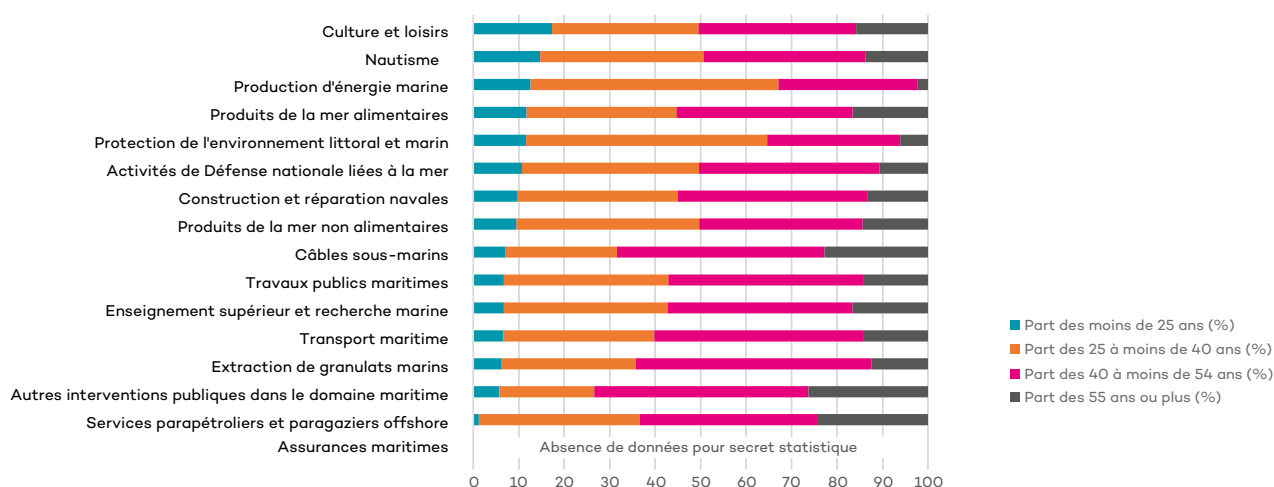
PART DES FEMMES SELON LES DOMAINES MARITIMES



Source : Insee, Flores 2022 - ministère des Armées

Le taux de féminisation des emplois dans le domaine maritime rejoint la moyenne des actifs bretons dans les secteurs des produits de la mer non alimentaires et de la protection de l'environnement littoral et marin. Le secteur de la culture et des loisirs (thalassothérapies, soins marins, aquariums...) a la part d'emplois féminins la plus importante (66 %).

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DOMAINES ET SELON L'ÂGE



Source : Insee, Flores 2022 - ministère des Armées

Les emplois selon les domaines maritimes présentent des disparités fortes de profil notamment en matière d'âge. Ainsi, les emplois plus marqués industrie ont globalement une part plus importante de salariés de 55 ans ou plus, ce qui est le cas pour les services parapétroliers et paragaziers offshore, les câbles sous-marins ou encore les produits de la mer alimentaires. La pyramide des âges s'inverse dans des domaines tels que la culture et les loisirs, la protection de l'environnement littoral et marin ou encore le nautisme.

La disparité des métiers concernés par ces domaines maritimes explique en partie ces différences de profils.

Dans les territoires avec un poids important des domaines où la part des 55 ans et plus est forte, une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences apparaît comme une nécessité.

L'EMPLOI TOURISTIQUE LITTORAL EN BRETAGNE : PREMIÈRES ESTIMATIONS



Dans le cadre de ses travaux d'observation et d'analyse de l'économie maritime en Bretagne, le réseau des agences et des CCI a engagé une démarche d'estimation des emplois touristiques littoraux en Bretagne. L'objectif est de mieux appréhender l'ensemble des différentes dimensions de l'économie maritime et littorale.

UNE MÉTHODE D'ESTIMATION QUI S'INSPIRE DE CELLE DE L'INSEE

La méthode utilisée pour appréhender l'économie maritime dans les 16 domaines (Cf. Annexe 2 p.54), basée sur l'identification d'établissements dont au moins 25 % de l'activité dépend de la mer, ne peut pas être utilisée pour le tourisme littoral.

L'approche retenue s'inspire alors des principes utilisés par l'Insee pour évaluer les emplois touristiques (cf: Insee analyses Bretagne n°115- 2022). Elle repose sur une double approche selon la catégorisation des secteurs d'activité :

- Prise en compte de l'ensemble des emplois pour les secteurs dont le code APE (activité principale de l'entreprise) est considéré comme exclusivement touristique (ex. : hébergements, agences de voyage, musées, parcs d'attractions, thalassothérapies¹⁰).
- Estimation de l'apport touristique pour les secteurs à vocation partiellement touristique, tels que la restauration ou le commerce de détail par exemple. Ces secteurs ont fait l'objet d'un traitement spécifique selon le niveau d'attractivité touristique des communes dans lesquels ils se situent.

Ce niveau de « touristicité » a été évalué à partir de quatre critères :

- Capacité d'accueil touristique marchande ;
- Part des résidences secondaires ;
- Nombre de restaurants par habitant ;
- Part des emplois 100 % touristiques dans l'emploi privé total.

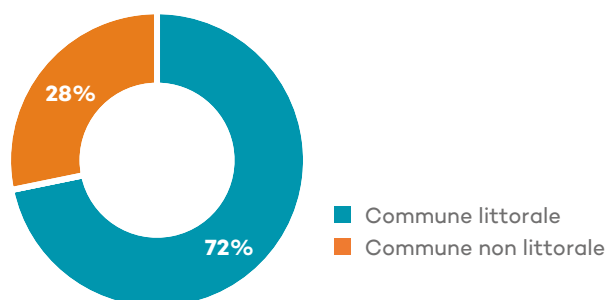
Ce classement a permis d'isoler les emplois attribuables à la population résidente et d'en déduire un ratio de référence : 100 habitants génèrent 2,7 emplois dans la restauration et le commerce. Ce ratio a ensuite été appliqué pour estimer, par différentiel, les emplois régionaux liés au tourisme. Enfin, des données trimestrielles transmises par l'Urssaf sur la masse salariale annuelle ont permis de mieux appréhender le poids du littoral dans les secteurs touristiques et ainsi d'affiner la répartition territoriale des emplois salariés touristiques.

Comme évoqué précédemment, cette méthode repose également sur une dimension spatiale : le littoral. Ainsi, pour définir le périmètre d'étude, le choix s'est porté sur les communes concernées par la loi Littoral. En Bretagne, elles sont au nombre de 263 sur un total de 1 207 communes.

38 300 EMPLOIS TOURISTIQUES LITTORAUX ESTIMÉS EN BRETAGNE

53 300 emplois touristiques en Bretagne en 2024 ont ainsi été estimés selon cette méthode. Ces résultats sont cohérents avec les évaluations de l'INSEE sur le tourisme. 72 % sont localisés dans les communes littorales, **soit 38 300 emplois touristiques littoraux**. Ils relèvent des secteurs 100 % touristiques (9 100 emplois) et partiellement touristiques (29 200 emplois).

RÉPARTITION DES EMPLOIS TOURISTIQUES BRETONS EN 2024



Source : Insee, Acooss, réseaux des agences et des CCI

En ajoutant les 38 300 emplois touristiques littoraux aux 70 500 emplois maritimes (hors tourisme littoral), on arrive à un total de 108 800 emplois, soit 8 % du total des emplois de la région bretonne. Cette proportion est deux fois supérieure au secteur agricole (4 %) et dépasse le poids des emplois dans la construction (7%¹¹).

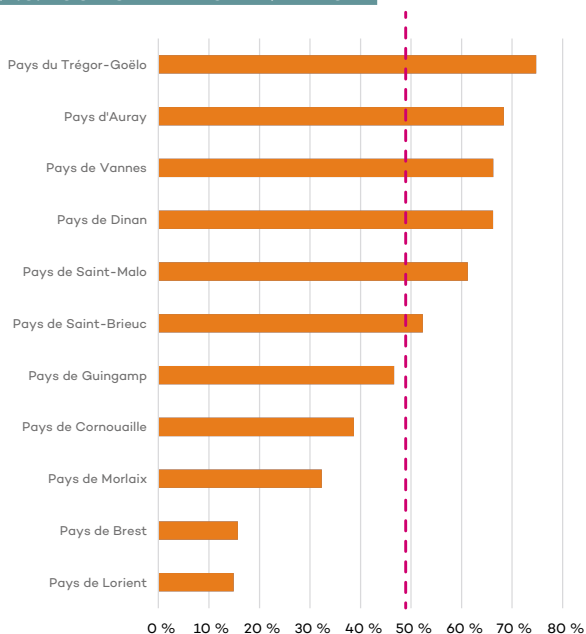
En moyenne, les emplois touristiques littoraux représentent donc 35 % de l'emploi maritime global.

¹⁰ La liste détaillée de ces codes APE se trouve en annexe 1 page 53

¹¹ INSEE, recensement complémentaire 2022

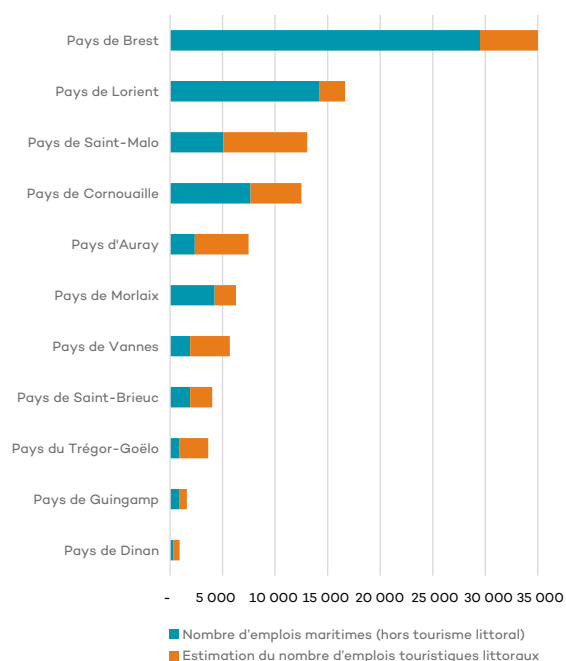
UN TOURISME LITTORAL TRÈS IMPORTANT DANS 6 PAYS BRETONS

**POIDS DES EMPLOIS TOURISTIQUES LITTORAUX ESTIMÉS
DANS LE TOTAL DES EMPLOIS MARITIMES
(Y.C. TOURISME LITTORAL) EN 2024**



Sources : Insee RP 2022, Acoss, réseaux des agences et des CCI

**EMPLOIS MARITIMES ET EMPLOIS TOURISTIQUES
LITTORAUX DANS 11 PAYS BRETONS EN 2024**



6 pays bretons se distinguent par un poids du tourisme littoral dans le total des emplois maritimes de plus de 50 %. Il s'agit des pays du Trégor-Goëlo, d'Auray, de Vannes, de Dinan, de Saint-Malo et de Saint-Brieuc. En volume d'emplois touristiques littoraux, les 4 premiers territoires sont les pays de Saint-Malo, de Brest, de Cornouaille et de Vannes.

PERSPECTIVE D'AMÉLIORATION DE LA MÉTHODE

Cette première estimation constitue une base de travail intéressante.

Plusieurs pistes d'amélioration pourraient être envisagées :

- Affinement de la méthode d'estimation des emplois touristiques dans les communes littorales ;
- Intégration de nouveaux secteurs partiellement touristiques en lien avec les travaux de l'Insee ;
- Prise en compte des emplois non-salariés ;
- Affinement de la méthode pour mieux distinguer le tourisme urbain du tourisme « purement » littoral, notamment dans les grandes agglomérations littorales.



ANNEXES



ANNEXE 1

LES CODES NAF PRIS EN COMPTE DANS LA PESÉE DE L'ÉCONOMIE MARITIME

LES 17 CODES NAF 100 % MARITIMES

0311Z : Pêche en mer	4723Z : Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
0321Z : Aquaculture en mer	5010Z : Transports maritimes et côtiers de passagers
0893Z : Production de sel	5020Z : Transports maritimes et côtiers de fret
1020Z : Transformation et conservation de poissons, de crustacés et de mollusques	5030Z : Transports fluviaux de passagers
3011Z : Construction de navires et de structures flottantes	5040Z : Transports fluviaux de fret
3012Z : Construction de bateaux de plaisance	5222Z : Services auxiliaires des transports par eau
3315Z : Réparation et maintenance navale	5224A : Manutention portuaire
4291Z : Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	7734Z : Location et location-bail de matériels de transport par eau
4638A : Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et mollusques	

LES 12 CODES NAF 100 % TOURISTIQUES (DEFINITION INSEE)

4939C : Téléphériques et remontées mécaniques	9102Z : Gestion des musées
5510Z : Hôtels et hébergements similaires	9103Z : Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires
5520Z : Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	9104Z : Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
5530Z : Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	9321Z : Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes
7721Z : Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	9604Z : Entretien corporel (thalassos et thermalisme)
7911Z : Activités des agences de voyage	
7990Z : Autres services de réservation et activités connexes	

LES 51 CODES NAF PRIS EN COMPTE DANS LA METHODE ET CONSIDÉRÉS COMME PARTIELLEMENT TOURISTIQUES

4711A : Commerce de détail de produits surgelés	4759B : Commerce de détail d'autres équipements du foyer
4711B : Commerce d'alimentation générale	4761Z : Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
4711C : Supérettes	4762Z : Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
4711D : Supermarchés	4763Z : Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé
4711E : Magasins multi-commerces	4764Z : Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
4711F : Hypermarchés	4765Z : Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
4719A : Grands magasins	4771Z : Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
4719B : Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	4772A : Commerce de détail de la chaussure
4721Z : Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	4772B : Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
4722Z : Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	4773Z : Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
4723Z : Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé	4774Z : Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
4724Z : Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	4775Z : Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
4725Z : Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	4776Z : Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux, magasin spécialisé
4726Z : Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	4777Z : Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
4729Z : Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	4778A : Commerces de détail d'optique
4730Z : Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	4778B : Commerces de détail de charbons et combustibles
4741Z : Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	4778C : Autres commerces de détail spécialisés divers
4742Z : Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	4779Z : Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
4743Z : Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé	4781Z : Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
4751Z : Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé	4782Z : Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés
4752A : Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)	4789Z : Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
4752B : Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)	5610A : Restauration traditionnelle
4753Z : Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé	5610B : Cafétérias et autres libres services
4754Z : Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	5610C : Restauration de type rapide
4759A : Commerce de détail de meubles	5621Z : Services des traiteurs
	5630Z : Débits de boissons

Ils peuvent se résumer en deux grands secteurs, celui de la restauration et des commerces de détail.

ANNEXE 2

DÉFINITION DES 16 DOMAINES MARITIMES

Dans un souci d'articulation avec les études et recherches réalisées sur l'économie maritime, les domaines pointés par l'Ifremer ont servi de base à cette étude réalisée conjointement par les réseaux des CCI et des agences d'urbanisme et de développement de Bretagne. Pour autant, afin de mieux répondre aux enjeux territoriaux bretons, le domaine des produits de la mer a été affiné et le nautisme constitue un domaine supplémentaire. Le tourisme littoral a fait l'objet d'une analyse et d'une méthode particulière. Il est pour le moment comptabilisé à part. Les établissements et les emplois ont donc été regroupés dans les 16 domaines d'activités décrits ci-dessous.

..... A

Activités de Défense nationale liées à la mer

La Marine nationale et l'ensemble des activités publiques de Défense, en lien étroit avec la Marine, sont comptabilisées dans ce domaine. Si les effectifs de la Marine nationale constituent l'essentiel de cette activité, les armées de l'air, de terre ou encore l'État-major des armées, sont également intégrés lorsque l'établissement ou le service se situe dans le périmètre de la Base de Défense Brest-Lorient, en raison d'une dépendance forte avec la présence de la Défense maritime.

En résumé : ce domaine regroupe l'ensemble des activités publiques de Défense de la Marine nationale ou en lien avec la Marine nationale.

Assurance maritime

Ce domaine se décompose en deux catégories. La première concerne l'assurance de l'ensemble des travaux, équipements marins ainsi que les navires, les ports, les conteneurs, les plateformes offshore, etc. La seconde s'attache à identifier les entreprises qui assurent les marchandises transportées en mer.

Autres interventions publiques dans le domaine maritime

Les établissements pris en compte dans ce domaine ont une mission d'intérêt public. Ce secteur recoupe la sécurité et la sûreté maritime comme les sauvetages des marins ou pêcheurs, les services de la douane maritime, etc. Certains organismes de formation, comme les lycées maritimes, y sont également comptabilisés tout comme les services déconcentrés de l'Etat tels que la DIRM NAMO¹².

..... C

Câbles sous-marins

Le domaine des câbles sous-marins rassemble les activités de fabrication, installation et maintenance des câbles sous-marins servant à la transmission de l'information ou de l'énergie électrique.

Construction - réparation navale

Ce secteur regroupe les activités de construction et de la réparation des navires à usages professionnels (flottes militaires, de la marine marchande ou de la pêche). La fabrication et la réparation des équipements nécessaires à la navigation sont intégrées dans le domaine.

Culture et loisirs

Ce domaine comporte les établissements publics ou privés dont la principale mission est de faire connaître les composantes de la mer ou utilise les vertus du milieu marin. Les éditions spécialisées, les aquariums, les musées, les thalassos, sont intégrés dans ce domaine.

..... E

Enseignement supérieur et recherche marine

Ce domaine concerne les établissements de l'enseignement postbac qui forment les actifs à l'ensemble des domaines maritimes. Ce secteur intègre également des activités scientifiques de recherche dont l'objectif est de mieux connaître le milieu marin afin de le promouvoir, valoriser, protéger ou encore de développer les connaissances.

Extractions de granulats marins

Il s'agit des activités d'exploitation de matériaux marins que sont le sable, le gravier et le maërl principalement à destination du secteur du bâtiment et des travaux publics, ou pour l'amélioration de la qualité des sols agricoles et le rechargement de certaines plages menacées d'érosion.

¹² Direction InterRégionale de la Mer Nord Atlantique-Manche Ouest

N

Nautisme

Le domaine du nautisme recouvre une diversité d'activités liées à la pratique de la plaisance en mer. Il englobe la construction et la réparation de bateaux de plaisance, ainsi que les commerces et services associés, tels que le ravitaillement ou l'hivernage. Les activités de gestion des ports de plaisance sont également intégrées dans ce champ. Par ailleurs, les établissements dont la vocation est d'enseigner et de promouvoir la pratique d'activités nautiques, comme le kayak, la voile ou encore la plongée, font également partie de ce domaine.

Définition des sous-secteurs nautisme :

- **Industrie nautique** : établissements qui réalisent de la réparation et de la construction des bateaux dits de loisirs (voilier, plaisance, course au large, etc.).
- **Commerces et services** : boutiques et services à destination des marins de plaisance type vêtements spécialisés, armements de bateaux, écoles de permis bateaux, etc.
- **Activités nautiques** : établissements qui proposent la pratique sportive ou la découverte d'activités nautiques aux particuliers (kayak, paddle, surf, voiles, etc.). Les teams de course au large sont classés dans ce sous-secteur.
- **Ports de plaisance** : les activités situées sur les ports de plaisance qui assurent la gestion et l'usage portuaire type plaisance comme les Marina, les associations de plaisanciers, les établissements communaux à gestion portuaire à vocation de plaisance.

P

Production d'énergie marine

Ce domaine comprend les installations produisant de l'énergie à partir de la mer (courants marins, vagues, houle, marée ou vent balayant la surface maritime) comme les énergies hydroliennes, les éoliennes flottantes/posées, houlomotrices, marémotrices, osmotiques, thermiques des mers... Les énergies marines renouvelables seront ainsi traitées dans ce domaine y compris l'ingénierie qui y est dédiée.

Produits de la mer alimentaires

Ce domaine maritime prend en compte l'ensemble des activités d'extraction de la ressource marine animale et végétale, c'est à dire les récoltants d'algues et toutes les activités de pêches maritimes, du côtier jusqu'aux océans. À travers le fonctionnement des quartiers maritimes de la pêche NAMO, les emplois sont considérés comme localisés en Bretagne, les bateaux étant inscrits dans les ports de la région. Les activités aquacoles sont comptabilisées dans ce domaine ainsi que la commercialisation de l'ensemble de ces produits, des grossistes aux mareyeurs, en passant par les criées jusqu'aux détaillants comme les poissonniers. Les grandes et moyennes surfaces, même si elles disposent d'un rayon poissonnerie, ne sont pas comptabilisées ici. Les entreprises de transformation sont prises en compte dans la mesure où les produits sont à destination de l'alimentation humaine. Les activités de l'agroalimentaire de poissons, crustacés, mollusques et algues, résumant l'essentiel des établissements concernés de ce domaine.

Produits de la mer non alimentaires

Les produits marins, une fois récoltés, peuvent avoir d'autres applications que celle de l'alimentation humaine. Le domaine de la santé, de la cosmétique ou encore le segment de l'alimentation animale sont l'essentiel des activités prises en compte dans ce secteur d'activités. L'agrochimie peut aussi être concernée via la réalisation d'engrais naturel. En résumé, ce domaine rassemble des activités qui concernent l'utilisation des produits issus de la mer à destination de l'agriculture (alimentation animale, engrais), de la cosmétique, ou encore de la santé.

Protection de l'environnement littoral et marin

Il s'agit des associations, entreprises ou institutions publiques dédiées à la préservation de l'environnement maritime et littoral.

S

Services parapétroliers et paragaziers offshore

Ce domaine concerne l'ensemble des établissements qui interviennent dans la fourniture de service et d'équipements pétroliers et gaziers offshore, c'est-à-dire en milieux marins. La réalisation des travaux nécessaires au transport de ces énergies (pose de canalisation...) est prise en compte.

T

Transport maritime

Le domaine du transport maritime comprend les activités de transport de passagers et de marchandises. Lorsque les ports ont comme principale vocation le commerce, les activités de gestion portuaire sont incluses dans le domaine transport maritime. Les ports de plaisance sont quant à eux rattachés au domaine du nautisme et les activités des ports de pêche sont intégrées dans le domaine des produits de la mer alimentaires.

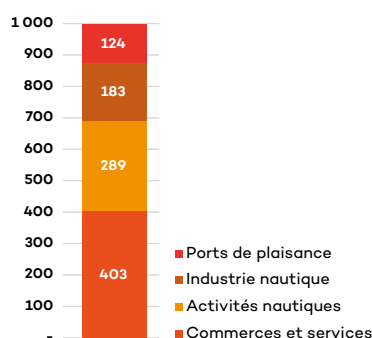
Travaux publics maritimes

Ce domaine regroupe la construction d'ouvrages et les travaux en milieux marins comme les ponts, les barrages, la réalisation des ports, etc. (à l'exception des câbles sous-marins qui font l'objet d'une catégorie spécifique). La maintenance et la réparation sont intégrées dans ce domaine.

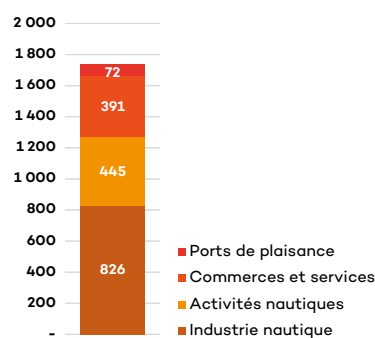
ANNEXE 3

DÉTAIL DES DIFFÉRENTS SECTEURS DU NAUTISME PAR PAYS FIN 2024

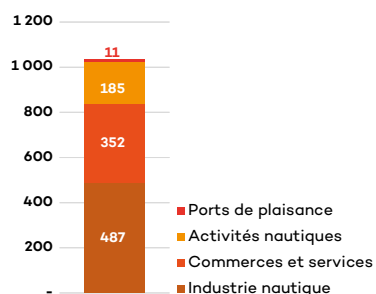
PAYS DE BREST



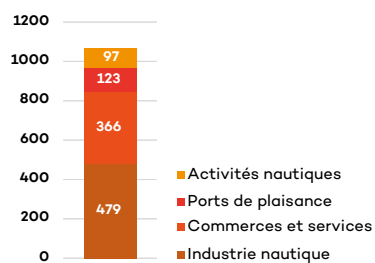
PAYS DE LORIENT



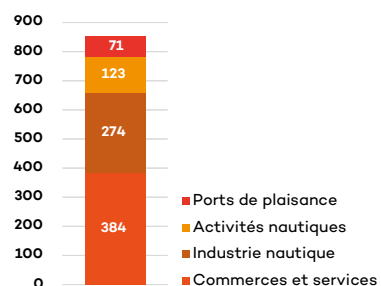
PAYS DE CORNOUAILLE



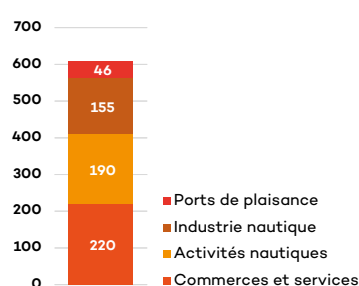
PAYS DE VANNES



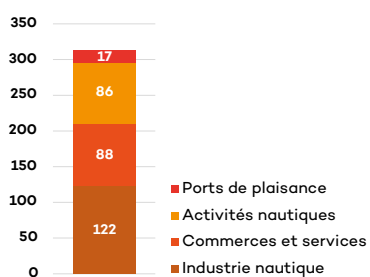
PAYS D'AURAY



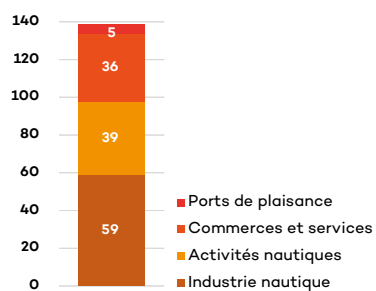
PAYS DE SAINT-MALO



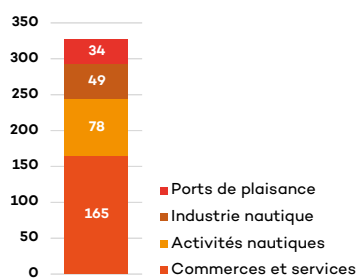
PAYS DE SAINT-BRIEUC



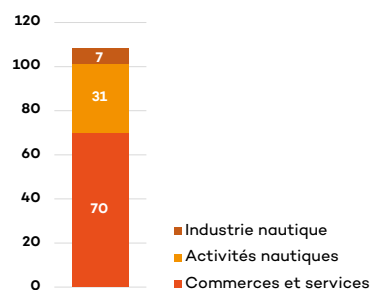
PAYS DE GUINGAMP



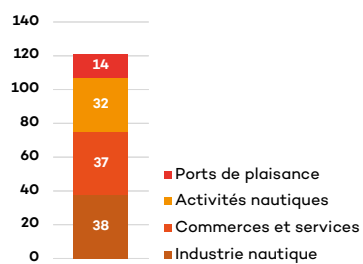
PAYS DU TRÉGOR-GOËLO



PAYS DE RENNES



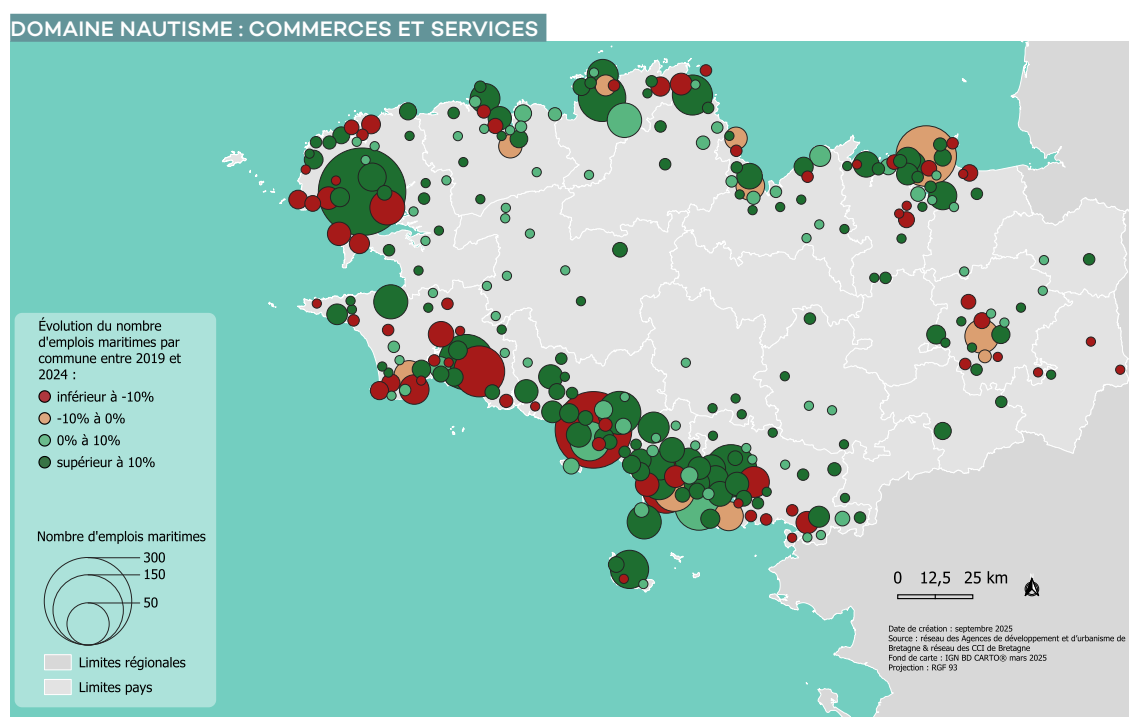
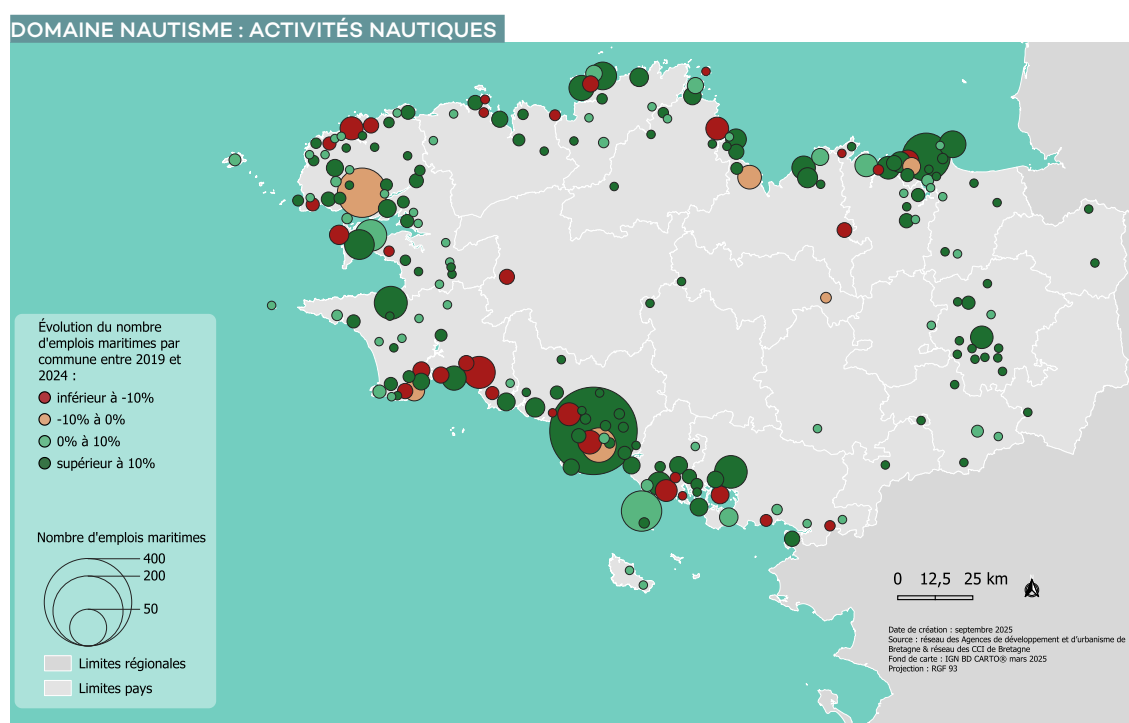
PAYS DE DINAN



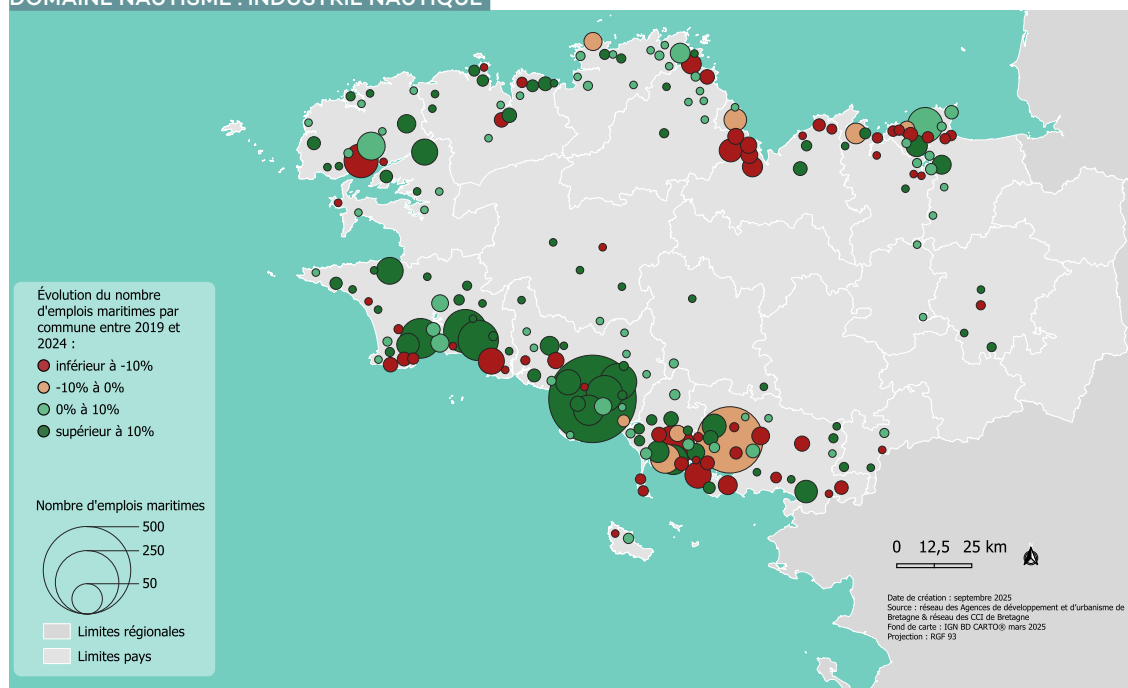
ANNEXE 4

CARTES DU NOMBRE ET DE L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS MARITIMES PAR SOUS-SECTEURS NAUTIQUES

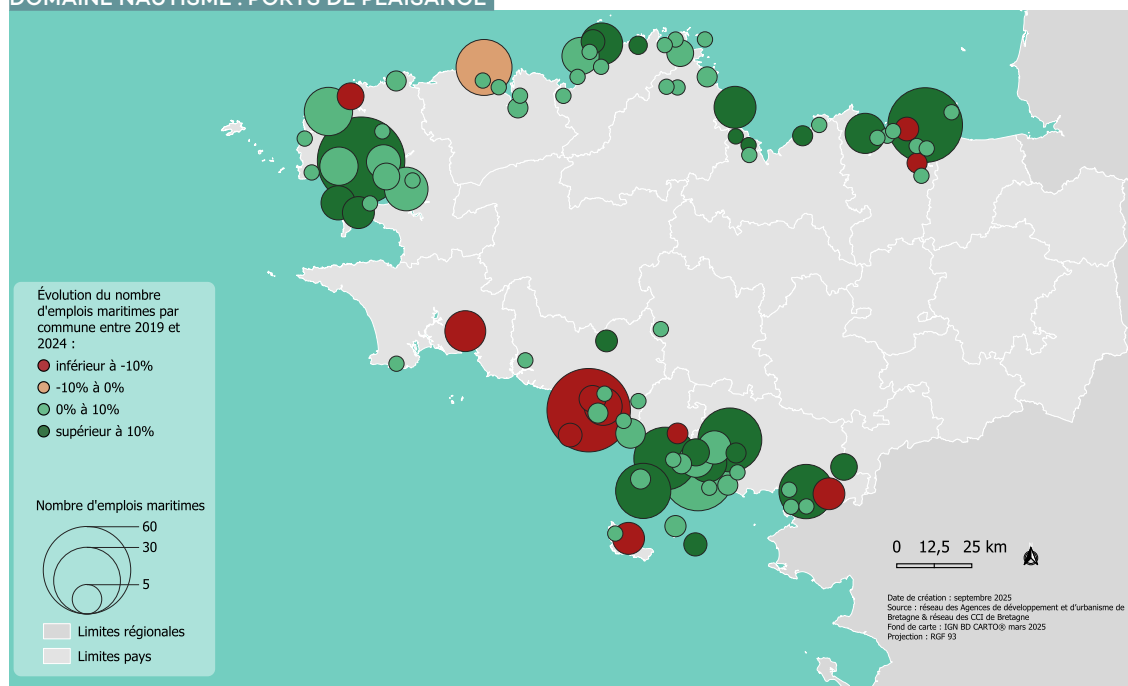
Les emplois issus de l'intérim ne sont pas représentés sur ces cartes.



DOMAINE NAUTISME : INDUSTRIE NAUTIQUE



DOMAINE NAUTISME : PORTS DE PLAISANCE

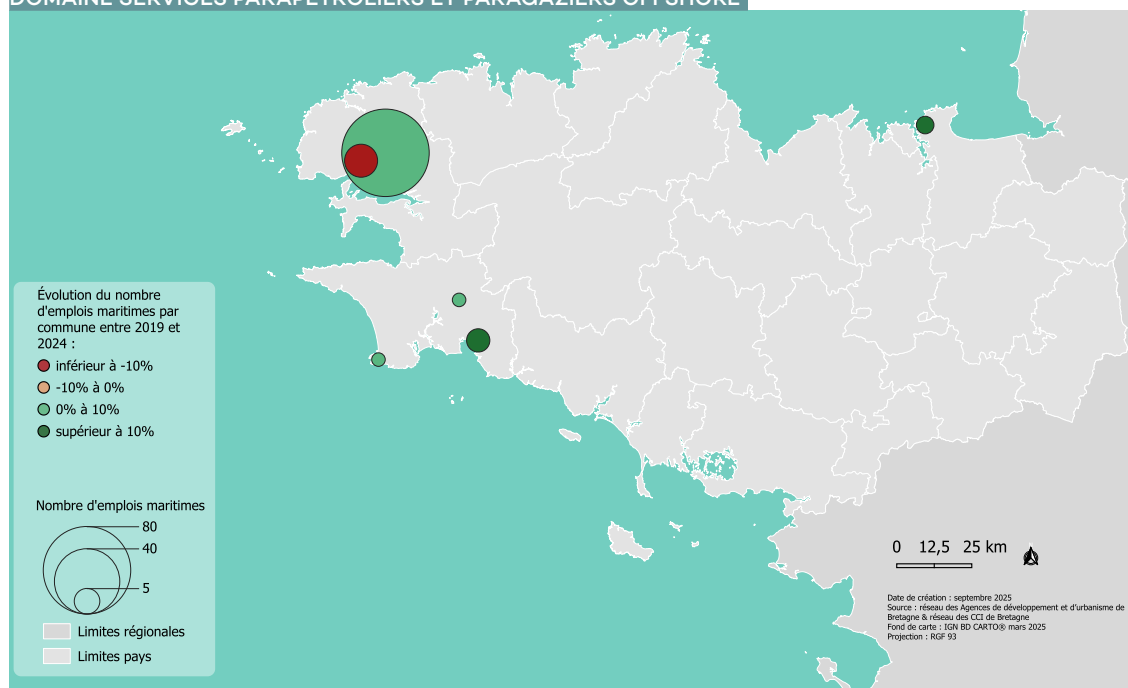


ANNEXE 5

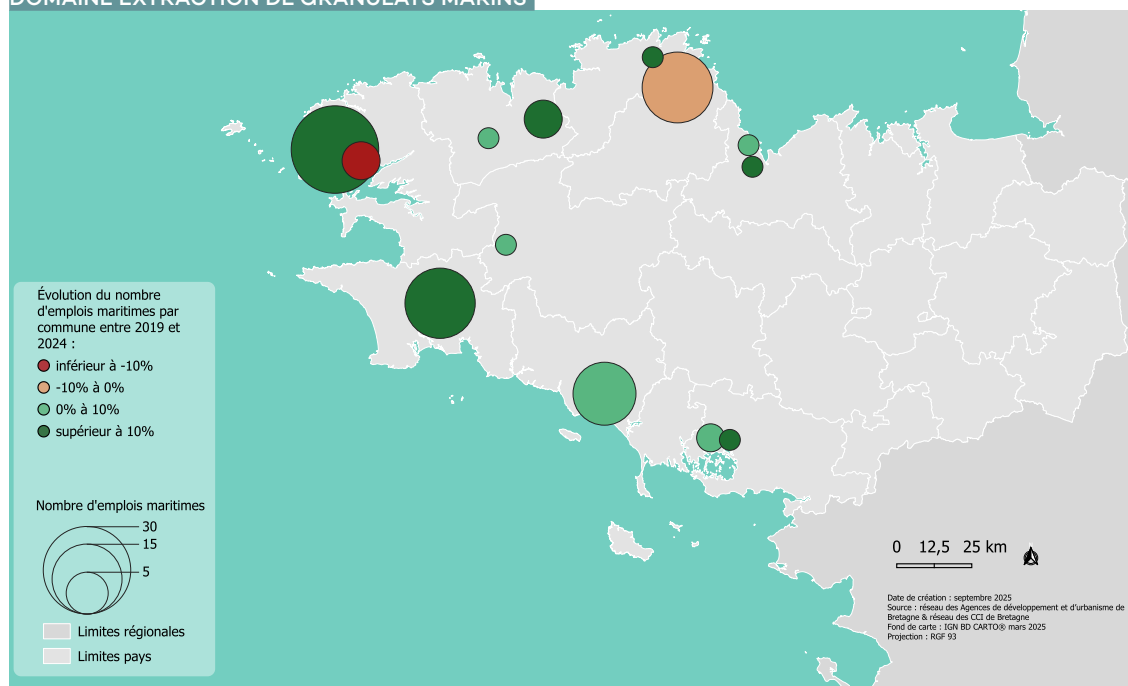
CARTES DES 4 DOMAINES MARITIMES AYANT DES EFFECTIFS INFÉRIEURS À 100

Les emplois issus de l'intérim ne sont pas représentés sur ces cartes.

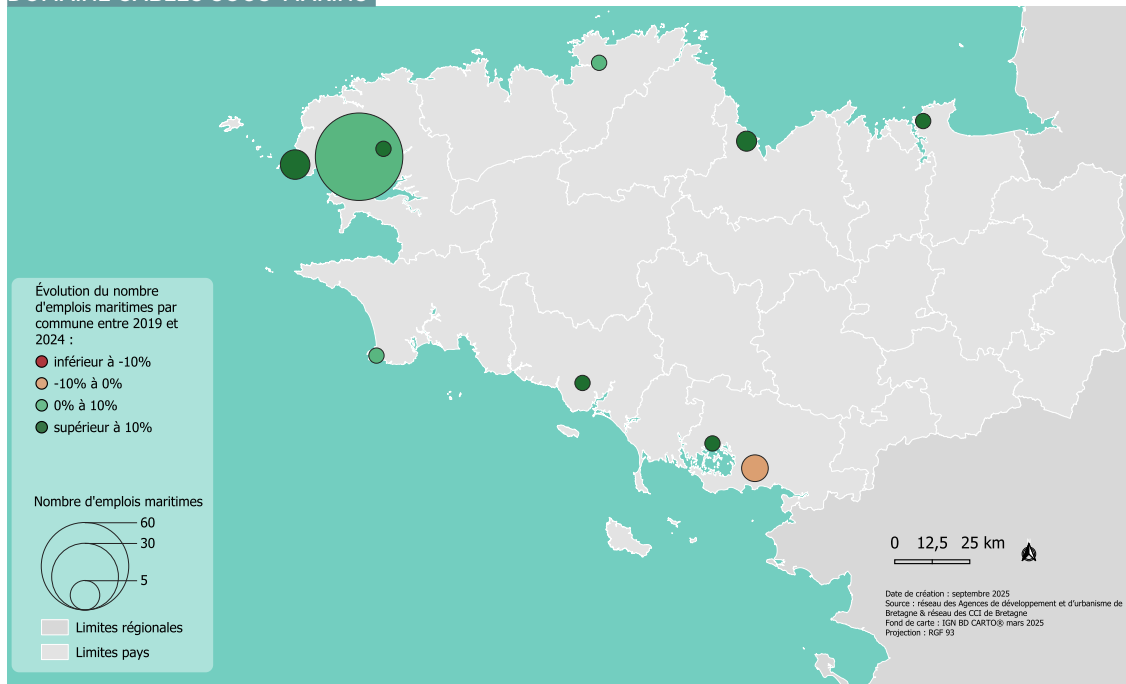
DOMAINE SERVICES PARAPÉTROLIERS ET PARAGAZIERS OFFSHORE



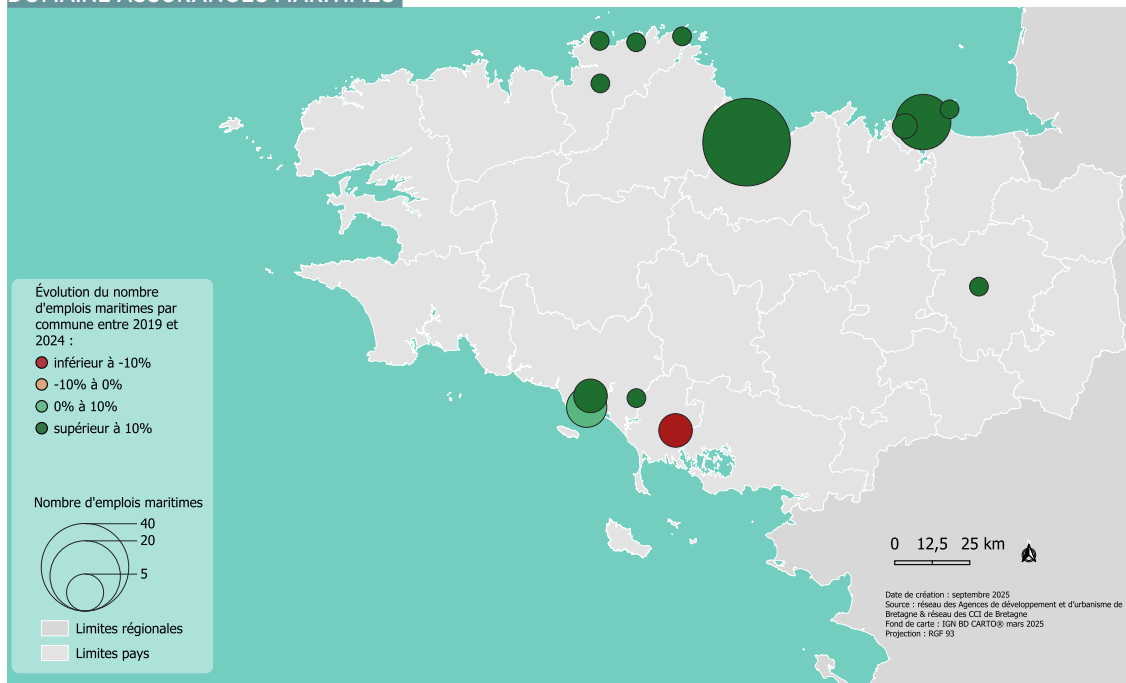
DOMAINE EXTRACTION DE GRANULATS MARINS



DOMAINE CÂBLES SOUS-MARINS



DOMAINE ASSURANCES MARITIMES



Ce travail a été réalisé
par les réseaux des CCI et des agences d'urbanisme
et de développement de Bretagne
avec la contribution de :

Lucie BIANIC
François RIVOAL
(Adeupa)

Chloé KERBELLEC – LE CROM
Gilles POUPARD
(AudéLor)

Hélène RASNEUR
(Audiar)

Sylvie CAP
Thierry CONNAN
(ADAC 22)

Carole ESCARAVAGE
Erwan LEVIEUX
(Quimper Cornouaille
Développement)

Nathalie BOURSIER
Sonia MARY
Guillaume MILLAU
(CCI Bretagne)

Fabien THOMAS
(CCI Côtes d'Armor)

Laurent BOUSSARD
Adèle JAOUEN
Charlotte SEMINEL
(CCI Finistère)

Loïc JÉZÉQUÉLOU
(CCI Ille-et-Vilaine)

Julien GAUTIER
(CCI Morbihan)



Mise en page :
Valentin GUÉNEC
(AudéLor)

En partenariat et avec le soutien
du Conseil régional



par les réseaux des CCI et agences d'urbanisme
et de développement de Bretagne

